

LE DEVOIR

Vol. LXXXV - No 211

MONTREAL, LE MARDI 13 SEPTEMBRE 1994

65c + TPS + TVQ / Toronto 85c

L'ÉCONOMIE

Le Groupe Jean Coutu double sa taille

PAGE B 2



LES ACTUALITÉS

Lech Walesa préfère le Canada tel qu'il est

PAGE A 2



CULTURE

Le TNM s'enlise dans la crise

PAGE B 10



LE MONDE

Un avion s'écrase près de la Maison-Blanche

PAGE B 5

VICTOIRE DU PQ À L'ARRACHÉ

PERSPECTIVES

À quoi ça sert une campagne?

À quoi a servi cette interminable campagne électorale? De la même manière qu'elle a fait ressortir la nécessité de réviser la loi électorale, elle a mis en relief l'inutilité apparente d'un exercice aussi long que fastidieux. Quels que soient les résultats électoraux proprement dits, il en ressort exactement ce qui était déjà manifeste le printemps dernier: l'insatisfaction profonde à l'égard du gouvernement, le besoin de changement, le refus de l'option souverainiste.

Pour sortir de cette implacable trinité, il aurait fallu que les deux principaux chefs se laissent interpellés par les électeurs et, au lieu de monologuer en chassé-croisé d'un bout à l'autre du Québec, consentent à dériver de leur plan de match. Au contraire, livrés pieds et poings liés à leurs stratégies et tacticiens de tout poil, ils se sont laissés corseter et ficeler comme à loisir. Ce ne sont pas eux qui ont mené, ce sont les appareils partisans.

Ca a donné une campagne sur la défensive à l'extrême. On l'a bien constaté le soir du débat télévisé, chacun s'efforçant de faire trébucher l'autre, mais se livrant peu lui-même, juste assez pour éviter les pelures de banane. On l'a vu aussi avec la rapidité par laquelle la moindre rumeur ou incartade, le plus petit bobard ou souffle médiatique étaient décortiqués et commentés, par télécopieurs interposés, à la minute près.

Campagne de l'instantané, de la capsule, du vidéoclip. «Politiquement direct», prétendait fièrement Musique Plus. Même M. Parizeau a trouvé le temps et le moyen de s'y livrer à des confidences époustouflantes, mais «Belette vibrante» n'en a pas eu pour discuter de son programme et de ses projets avec les médias écrits. Plus difficile à gérer, faut-il croire.

De fait, la discipline de parti était telle que même les candidats dits vedettes n'ont pas osé la transgresser. Et ceux qui, les premiers jours, ont évoqué des sujets de leur compétence et qui leur tiennent à cœur, ont été rabroués de telle manière qu'ils sont vite rentrés dans le rang. Que les Richard Le Hir, Diane Lavallée et Jean Rochon s'en tiennent au «script» établi en haut lieu, sous peine de déchéance dans l'arrière-ban. La loi d'airain est telle que seul M. Parizeau pouvait s'en départir quelque peu. Même Lucien Bouchard s'est tenu coi.

De façon moins flagrante, parce que les «penseurs» y sont moins nombreux, M. Johnson ne tolérât non plus aucun écart. Le candidat Yvon Charbonneau, pourtant rompu à son franc-parler d'ancien chef syndical, s'est fait rabrouer — à propos de la loi 142 sur l'industrie de la construction — et il est sagement rentré dans le rang.

Si on ajoute que les tiers partis sont désavantagés sur tous les plans et n'arrivent pas à briser le carcan bipartisan, qu'au surplus les tiers — groupes de pression, syndicats, patrons et lobbies en tout genre — n'ont pas voix au chapitre, la question est on ne peut plus pertinente: si une campagne électorale ne sert pas à un énorme brassage d'idées et de projets, à la confrontation des opinions divergentes, à mesurer ce qui fait courir ceux qui nous courtisent et à séparer, chacun pour soi, le vrai du toc, à quoi ça sert?

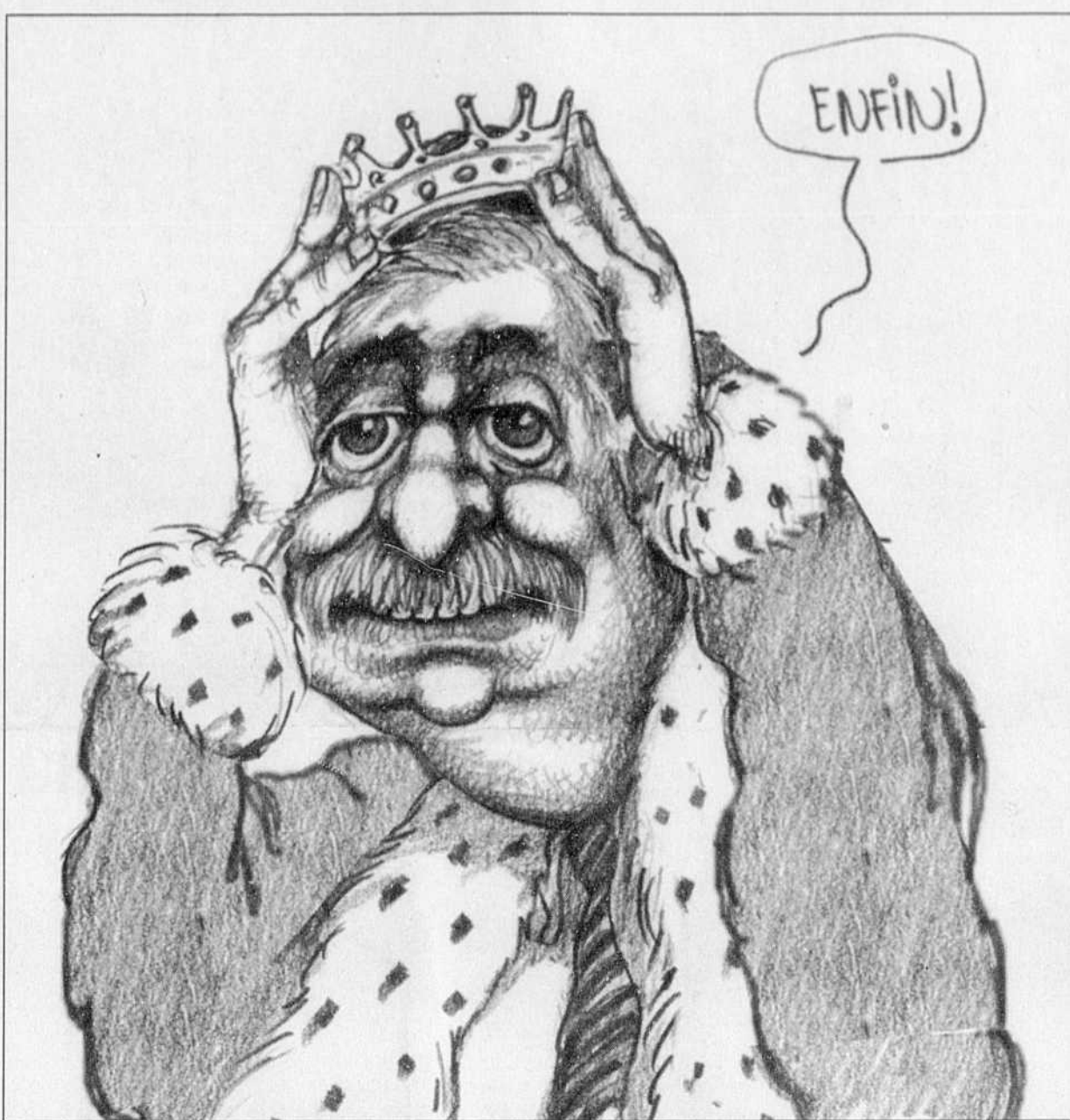
Dire qu'il y en a même qui proposent que la publication de sondages soit contrôlée, à tout le moins limitée durant la phase ultime de la campagne, pour ne pas influencer indûment les électeurs et ne pas augmenter l'effet d'entraînement des indécis qui veulent voter gagnant. Pour être efficace, cet interdit devrait d'abord s'adresser aux partis eux-mêmes, qui s'en servent abondamment pour ajuster leur stratégie au gré du moment et de l'humeur. Les médias abusent peut-être de cet outil d'information, mais ils ne sauraient en priver leurs lecteurs et auditeurs, alors que les «vieux» partis les raffinent sans cesse.

Au surplus, ces coups de sonde incessants nous permettent, à nous aussi, de mesurer l'évolution de l'opinion et, cette fois, la flagrante inutilité d'une campagne de 50 jours, à plus de un million de dollars par jour. Non seulement y a-t-il lieu de raccourcir ce marathon, mais on peut se demander si un super-sondage périodique ne ferait pas davantage l'affaire.

Des ombres sur le mur évoquées par Platon aux fax et à la démocratie électorale ficelée et aseptisée à l'extrême, il nous reste au moins le loisir de rappeler que, du Métropolis ou, plutôt, du Capitole, il n'y a qu'un pas à la roche tarpéenne, des honneurs suprêmes à la ruine...

INDEX	MÉTÉO
Agenda B8	Montréal
Avis publics B7	Ciel variable, 30% de probabilité d'averses en après-midi. Max: 23
Classées B7	Québec
Culture B10	30 pour cent de probabilité d'averses le matin. Dégagement en l'après-midi. Max: 21
Économie B2	Détails en B4
Éditorial A8	
Le monde B5	
Mots croisés B7	
Les sports B9	

■ Les libéraux dans l'opposition, mais en force ■ PQ: 77 comtés (44,7%), PLQ: 47 comtés (44,3%)



SERGE CHAPLEAU

Parizeau appelle les citoyens à une trêve

MICHEL VENNE
LE DEVOIR

Québec — Le chef du Parti québécois et premier ministre élu du Québec, Jacques Parizeau, a appelé ses concitoyens à une trêve, au cours des prochains mois, dans le but de relever l'économie du Québec.

Il a cependant, du même souffle, annoncé la reprise prochaine des hostilités entre les camps souverainiste et fédéraliste, en invitant ses partisans à s'engager dès aujourd'hui à préparer le référendum sur la souveraineté, promis pour l'an prochain.

M. Parizeau prenait la parole devant tout au plus un millier de partisans réunis au théâtre Le Capitole, à Québec, pour célébrer la victoire de son parti. Une victoire «magnifique» selon lui, mais qui est beaucoup moins

spectaculaire que ce à quoi le Parti québécois s'attendait.

Ce résultat mitigé, en particulier quant au pourcentage des suffrages obtenus (le PQ fait à peine 45 %), a laissé très perplexes les stratèges péquistes qui se perdaient en conjectures, hier soir, pour interpréter le vote.

«On vient ce soir de nous confier un mandat dont nous devons nous montrer dignes. Et nous avons tous ensemble à relever cette économie du Québec, nous avons à redonner de l'espoir à cette société, dit-il. Nous devons arrêter ce qui est en train de casser le Québec en deux. Nous devons retrouver tous ensemble le goût de bouger.»

«La campagne qui se termine a été marquée, évidemment, par un débat fondamental entre libéraux et souve-

VOIR PAGE A 10: PARIZEAU

Montréal «la rouge» passe dans l'opposition

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

Restée presque à l'écart de la victoire péquiste qui a traversé le Québec, Montréal «la rouge» est à toutes fins utiles passée dans l'opposition au terme du scrutin d'hier soir. Les gains péquistes dans l'Est de Montréal et l'élection du ministrable Jean Campeau parviendront-ils à faire en sorte que la locomotive du Québec ne soit pas reléguée à la voie de service?

Des trente comtés que compte l'île de Montréal, quatre ont été arrachés hier aux libéraux, portant à neuf les représentants péquistes dans l'île de Montréal. À la dissolution de l'Assemblée nationale, le PLQ détenait 25 comtés et le PQ, seulement cinq. Le Parti québécois est parvenu à repousser les libéraux dans Anjou, Bourget, Crémazie et Rosemont, échouant par contre dans Bourassa, Saint-Henri/Sainte-

Anne et Sauvé. Malgré tout, au terme du scrutin d'hier soir, le clivage qui sépare la métropole du reste du Québec, et anglophones et francophones, s'est accentué encore davantage. Plus encore, l'île de Montréal se retrouve cette fois loin des ficelles du pouvoir, représentée massivement par des députés de l'opposition.

Reste à voir comment ce passage de l'autre côté du parquet affectera la donne montréalaise, déjà passablement mal en point. Des signaux épars émis au cours de la campagne par le Parti québécois ont déjà fait resurgir inquiétudes et questions chez ceux qui craignent de voir les intérêts de la métropole oubliée.

Les déclarations du chef péquiste sur le déménagement de sièges sociaux et de bureaux du gouvernement fédéral vers la Vieille Capitale advenant la souveraineté ont déjà créé une

JEAN DION
LE DEVOIR

La «troisième période» du grand match sur l'avenir politique du Québec, proposé par les souverainistes dans la foulée du rejet de l'accord de Charlottetown, aura lieu. Mais la fin du deuxième engagement se sera avérée beaucoup plus essoufflante que prévu.

Profitant de la distribution démographique des circonscriptions du Québec, le Parti québécois a remporté hier une victoire extrêmement serrée au plan des suffrages exprimés mais s'en est sorti avec une majorité de 77 sièges contre 47 pour le Parti libéral reprenant le pouvoir après neuf années dans l'opposition.

Moins d'un an après avoir envoyé 54 députés bloquistes à Ottawa, les Québécois ont donc choisi de donner le signal de départ d'une nouvelle campagne référendaire et de maintenir à peu près intacte l'incertitude entourant le destin du Canada. Ils l'ont cependant fait avec un enthousiasme moins grand que les sondages le laissaient prévoir, voire en donnant carrément l'image d'une province déchirée en deux alors que le reste du pays s'apprête à lutter avec la dernière énergie pour sauvegarder son unité.

En fin de soirée hier, les résultats donnaient 44,7% des votes au PQ contre 44,3% au PLQ. L'Action démocratique

VOIR PAGE A 10: VICTOIRE

LE BULLETIN



JACQUES PARIZEAU ☒
Élu dans L'Assomption 56,2 % des votes
Parti québécois
44,7 % des votes 77 députés



DANIEL JOHNSON ☒
Élu dans Vaudreuil 59,5 % des votes
Parti libéral
44,3 % des votes 47 députés



MARIO DUMONT ☒
Élu dans Rivière-du-Loup 54,8 % des votes
Action démocratique
6,5 % des votes 1 député



KEITH HENDERSON ☐
Défait dans N.-D.-de-Grâce 4,7 % des votes
Parti Égalité
Aucun député

Johnson accepte la défaite avec sérénité

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

Acceptant la défaite avec «sérénité», le nouveau chef de l'opposition officielle Daniel Johnson a averti le nouveau gouvernement péquiste que le Parti libéral sera très «présent» au rendez-vous référendaire, et qu'il en profitera pour «rappeler aux Québécois qu'ils font partie d'un grand pays que nous avons contribué à fonder».

Daniel Johnson a également évoqué le mandat très fort qui lui est confié par la population comme chef de l'opposition, un rôle qu'il entend jouer avec «vigilance, avec sérieux, avec vigilance».

S'adressant également au reste du Canada en anglais, il a assuré les Canadiens que «nous avons un avenir ensemble», et il s'est dit confiant que «nous pouvons continuer dans un avenir commun et relever ensemble les défis sur ce continent».

M. Johnson a donc clairement hier exprimé son désir

VOIR PAGE A 10: JOHNSON

■ Autres informations en pages A2, A3, A4, A5, A6, A7 et A8

ÉLECTIONS QUÉBEC

Chrétien minimise la victoire du PQ

Aucun gouvernement n'a obtenu un troisième mandat depuis 1950, rappelle-t-il

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
LE DEVOIR

Le premier ministre Jean Chrétien a tenté de minimiser hier la victoire du Parti québécois en soulignant qu'«aucun gouvernement québécois n'avait obtenu un troisième mandat depuis 1950».

«C'est ainsi que s'exerce la démocratie», a-t-il lancé sans préciser s'il le regrettrait ou si c'était une loi inexorable de la vie politique.

Parlant quelques minutes à peine après le chef péquiste, le chef libéral l'a félicité en appuyant cependant davantage lorsqu'il a fait référence à «l'excellente campagne dans des circonstances difficiles», une allusion au poids du régime Bourassa.

M. Chrétien a tenu par ailleurs à se faire rassurant: c'est la troisième fois, a-t-il dit, qu'un gouvernement péquiste est élu au Québec et les Québécois sont encore dans le Canada, un phénomène qu'il espère voir se répéter.

Le premier ministre canadien a par ailleurs donné clairement à entendre qu'il ne changerait pas l'orientation de son gouvernement, invitant le nouveau gouvernement québécois à le seconder dans ses efforts en vue de créer des emplois au pays. Aucune allusion à la moindre ouverture de réforme constitutionnelle, ce qui constituait un camouflet de taille pour un soir d'élection d'un gouvernement péquiste. La seule invitation qu'il a faite au Parti québécois, c'est de travailler à «construire ensemble» le Canada.

Les commentaires du chef libéral n'allaient pas dans le sens de ceux livrés plus tôt par le chef du Parti réformiste.

Rendez-vous incontournable

Ce dernier, M. Preston Manning, a interprété hier le résultat de l'élection du Parti québécois comme un rendez-vous incontournable avec le changement au sein de la fédération canadienne.

C'est pourquoi il a réclamé du futur premier ministre du Québec, Jacques Parizeau, qu'il tienne maintenant sa promesse d'organiser un référendum d'ici huit mois. Il a par ailleurs demandé au chef péquiste de poser une question claire comme de l'eau de source.

Réagissant le premier à l'élection des troupes de M. Parizeau, M. Manning a commencé par dire qu'il fallait respecter le choix des Québécois, qu'il a expliqué autant par l'usure du pouvoir des libéraux provinciaux que par le statu quo constitutionnel.

Selon le chef réformiste, les relations fédérales-provinciales peuvent maintenant prendre trois directions. D'abord, dit-il, elles peuvent provoquer l'écroulement du Canada.

Ou, deuxièmement, elles peuvent dégénérer en un affrontement constant. Enfin, a-t-il dit, elles peuvent déboucher sur une refonte complète du système politique canadien, ce que préconise

le Parti réformiste.

«Tous les Canadiens veulent un référendum juste et honnête au Québec et le plus rapidement possible. Le plus tôt possible sera le mieux, de sorte que toute cette affaire ne crée pas d'incertitude au Québec et dans le reste du Canada. La question qui sera posée devra être très claire de façon à ce que les résultats ne laissent aucun doute», a lancé le chef réformiste.

M. Manning n'a pas hésité à se transformer en conseiller péquiste en suggérant un libellé de question: «Le Québec doit-il se séparer, oui ou non?»

En conclusion, le chef réformiste a mis en garde le premier ministre Jean Chrétien, pour qu'il n'aille pas interpréter les résultats de cette élection comme une excuse pour mettre de côté les changements politiques réclamés par les Canadiens en raison du match référendaire qui s'annonce.

Aucun représentant du gouvernement fédéral ou des provinces n'a réagi hier. Le poulx du Canada anglais battait donc au rythme des commentateurs de la télévision et des vox populi pancanadiens.

Plusieurs ont souligné que la majorité de comtés obtenue par le Parti québécois les frappait moins que le pourcentage du vote fort serré que récoltaient les deux grandes formations politiques.

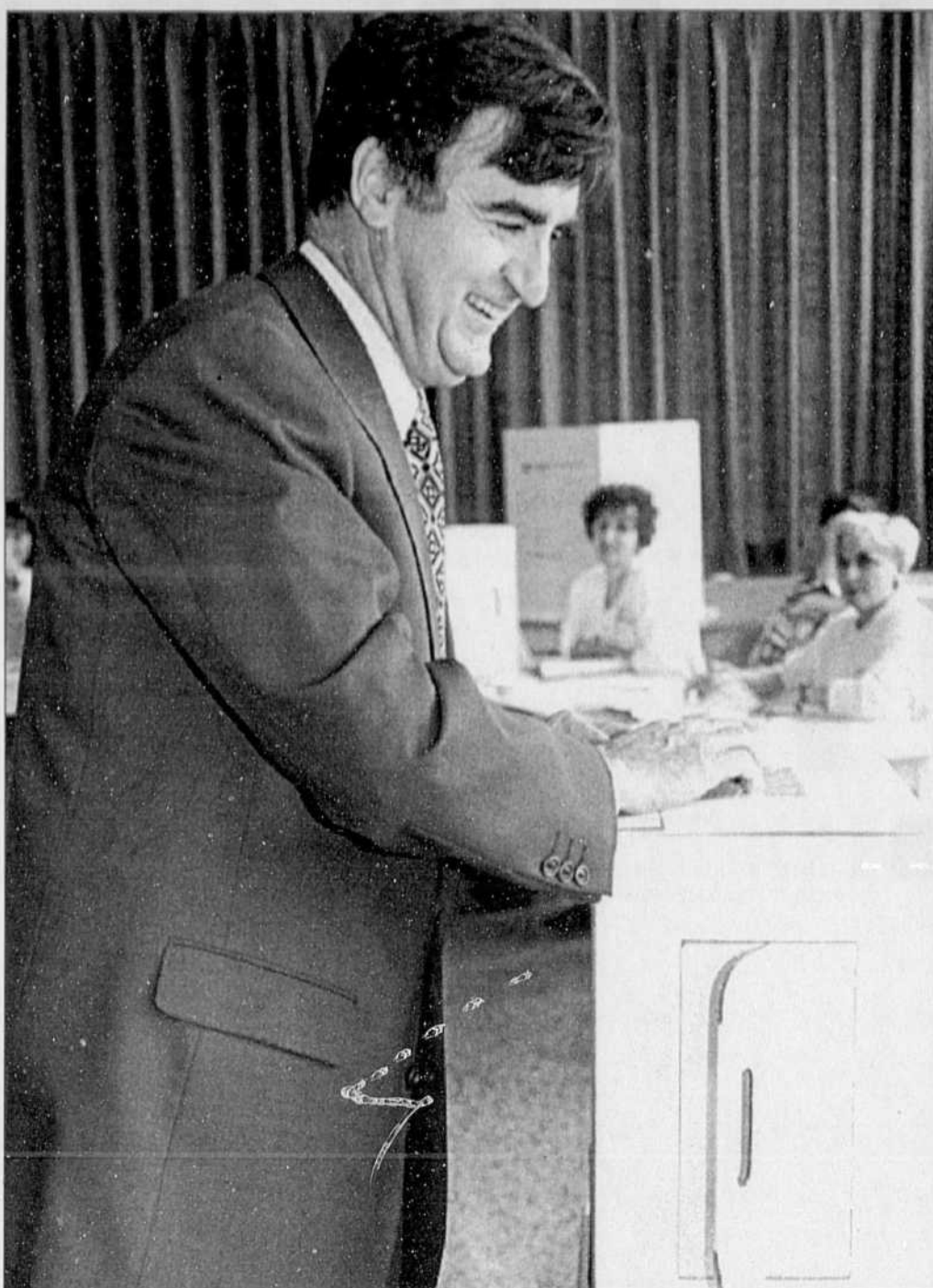
«Cela me fait dire qu'il sera impossible au Parti québécois de remporter un référendum un jour», commentait une dame de Victoria sur les ondes de CBC.

Généralement, les commentateurs avaient tendance à voir un résultat «désappointant» pour le Parti québécois chaque fois que les résultats chutaient vers la barre des 75 comtés, mais personne ne criait plus victoire si le nombre de comtés attribués au parti souverainiste atteignait la cible des 80...

Pour l'ancien président du Parti libéral du Canada et grand ami de Pierre Trudeau, Don Johnston, le vote d'hier illustre l'ambiguïté des Québécois, des gens, a-t-il dit, qui veulent bien changer de gouvernement mais récusent la souveraineté.

Sur les tribunes téléphoniques, chacun y allait de ses commentaires quant à la possibilité d'en arriver à un renouvellement de la fédération canadienne ou sur ses chances de survie.

D'autres ont vu dans la victoire du Parti québécois et, notamment, dans la force du vote francophone derrière cette formation politique, un résultat des échecs de l'Accord du lac Meech et de celui de Charlottetown. Par contre, une commentatrice n'a pas hésité à dire qu'après deux refus successifs du Canada anglais de faire évoluer la fédération canadienne, «les Québécois étaient encore prêts à donner une autre chance au Canada», une vraie police d'assurance pour l'avenir, à son avis.



Lucien Bouchard faisant son devoir de citoyen hier: la défense des intérêts du Québec prend sa «vraie dimension»

PHOTO PRESSE CANADIENNE

À l'approche d'un référendum sur la souveraineté

Bouchard souhaite ouverture et générosité dans le reste du Canada

MICHEL VENNE
LE DEVOIR

Québec — Le chef du Bloc québécois, M. Lucien Bouchard, a tendu la main au reste du Canada, hier soir, en souhaitant y trouver, à l'approche d'un référendum sur la souveraineté, ouverture et générosité à l'égard du Québec.

Du coup, il prévient par contre que devant une double force de frappe souverainiste, composée des députés bloquistes à Ottawa, et du gouvernement péquiste à Québec, «les dirigeants fédéraux devront rompre leur silence estival». Il les avertit que la défense des intérêts du Québec prendra «sa vraie dimension».

M. Bouchard, qui est perçu comme un héritier de René Lévesque, a invité d'autre part les souverainistes à leur tâche la plus urgente.

«N'oublions pas que notre premier devoir, ce sera de rassembler au-delà des lignes de parti, autour de l'idée de la souveraineté, les Québécois de toutes origines.»

«Le projet souverainiste est empreint de générosité, de tolérance et d'ouverture, dit-il. Nous espérons trouver dans le reste du Canada le même esprit d'ouverture et de générosité. Bien sûr, nos positions divergent, mais

nous pouvons nous entendre sur les conditions mêmes du dialogue. Nous continuerons, quoi qu'il arrive, à vivre côte à côte et de partager des intérêts communs.»

M. Bouchard a présenté la victoire du Parti québécois comme une décision des Québécois qui représente «un geste d'une indubitable cohérence», après l'élection de 54 députés du Bloc à Ottawa en 1993. Cette victoire démontre à son avis, «la solidité du fil conducteur, en ces années de patience et de préparation».

Par leur vote, les Québécois ont confié au gouvernement la tâche de débroussailler les enjeux, de s'assurer que les citoyens pourront se prononcer sur leur pays «en toute connaissance de cause».

Le défi est celui de la «mobilisation des énergies, du resserrement de notre solidarité». Il a vu dans la «cohésion manifestée par les militants du Bloc et du PQ, un exemple à suivre de la rencontre des bonnes volontés, et la jonction des efforts».

À ceux qui ne sont pas convaincus, il suggère de rappeler que «rejeter la souveraineté, c'est accepter pour toujours le régime que les premiers ministres du Québec à partir de Jean Lesage ont vainement tenté de renouveler.»

Dumont rafle presque tous les suffrages

RACHEL DUCLOS
LE DEVOIR

Le chef de l'Action démocratique du Québec (ADQ), Mario Dumont, a remporté une éclatante victoire hier, avec plus de 55% des votes, contre son adversaire péquiste Harold LeBel dans le comté de Rivière-du-Loup.

Dans son village natal de Cacouna, Mario Dumont a rafle presque tous les suffrages, soit 742 des 936 voix.

Accueilli par une foule survoltée de plus de 400 personnes, le «beau Mario», comme on se plaît parfois à le nommer dans le comté, était accompagné sur la scène de sa copine et de ses parents qui l'ont appuyé fidèlement tout au long de la campagne électorale. Mario Dumont a tenu à souligner l'importance morale de la victoire de son jeune parti. Seul député de l'ADQ à l'Assemblée nationale, Mario Dumont a tenu à souligner qu'il n'était pas seul. «Je ne suis pas seul, pas seul à penser que l'Action démocratique est nécessaire pour préparer l'avenir du Québec. Nous sommes des dizaines et des centaines de milliers à travers le Québec.»

Le chef de l'ADQ a tenu à féliciter ses candidats dont «certains sont victimes de notre façon de faire politique», Mario Dumont a tenu à féliciter le parti québécois de sa victoire, tout en affirmant qu'il allait «surveiller» de près ses actions.

Plus tôt dans la soirée, les rues de Rivière-du-Loup paraissent tranquilles, mais à première vue seulement. Un peu partout, le visage de Mario Dumont, en contre-plongée sur fond bleu royal, et celui en gros plan de son rival Harold LeBel, aux couleurs jaune et vert du PQ, ne pouvaient que rattraper celui qui désirait fuir la frénésie électorale. Quelques affiches rouges, peu nombreuses, étaient disposées par-ci par-là.

Au centre-ville, les mots «vote» et «élections» étaient sur à peu près toutes les lèvres. À 13h, l'ADQ annonçait que 25 % des 29 252 inscrits s'étaient déjà prévalus de leur droit de vote. Au Québec, il a fallu attendre à 14h30 pour atteindre ce nombre. Ici, la campagne électorale a été féroce et la bataille des affiches a continué jusqu'à la dernière seconde. Mario Dumont, à qui personne ne donnait de chance au début de la campagne, a conquis le cœur de bien des électeurs. Le nombre de cartes de membre du parti est d'ailleurs passé de 200 à près de 900. Ses principaux engagements pour le comté concernent le développement économique.

Le candidat du Parti québécois, Harold LeBel, est parti confiant mais a dû déchanter au cours de la longue campagne électorale — de deux semaines de plus dans le comté de Rivière-du-Loup puisque des élections partielles y ont été déclenchées au début juillet. Harold LeBel, un organisateur communautaire, a également axé ses engagements sur le développement économique du comté.

Le libéral Jean D'Amour a eu fort à faire pour se défendre de décisions fort impopulaires prises par le gouvernement libéral. Seule son équipe croyait encore à sa victoire hier après-midi.

Le Parti Action démocratique du Québec a mené une campagne électorale à tombeau ouvert, sautant sur toutes les occasions de faire valoir son jeune chef dont la visibilité au plan national a multiplié les chances d'être élu dans son comté.

Ainsi, Mario Dumont et toute sa famille ont été le point de mire de revues et émissions de télévision à grande dif-

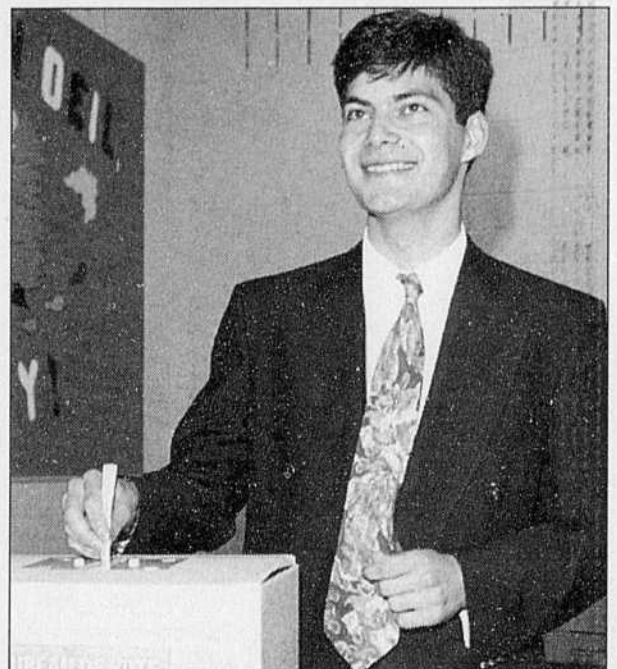


PHOTO PC

Mario Dumont tout sourire, en route vers la victoire.

Exit le Parti Égalité, rayé de la carte électorale

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

Le Parti Égalité (PE) est rayé de la carte électorale du Québec. Aucun des 17 candidats de cette formation, qui concentrait ses efforts dans l'ouest de l'île de Montréal et en Estrie, n'a réussi à se faire élire.

Le PE n'a finalement obtenu que moins de un pour cent des suffrages exprimés. Même les «vedettes» de la formation ont mordu la poussière, toujours au profit des candidats du Parti libéral du Québec. Le nouveau chef du parti, M. Keith Henderson, n'a obtenu que 1406 votes dans son comté de Notre-Dame-de-Grâce.

Au moment de la dissolution de l'Assemblée nationale, le PE ne comptait plus qu'un seul député, sur les quatre élus aux dernières élections, Neil Cameron, dans le comté de Jacques-Cartier.

Hier, le député sortant n'a obtenu que 2328 voix (190 bureaux de scrutins sur 193), alors qu'il s'était fait élire avec une majorité de 802 siège, en 1989.

«Je suis déçu de ces résultats, parce que je pense que les idées que nous défendons doivent absolument être entendues pendant le débat qui s'amorce sur l'avenir du pays, avec l'élection d'un gouvernement séparatiste», a déclaré hier M. Henderson devant une centaine de partisans et quelques candidats défaits à la mine basse, réunis au quartier-général de son parti, rue Sherbrooke ouest, à

Montréal, dans le comté de Westmount.

Les trois autres représentants du PE ont rompu avec la nouvelle direction et son prétendu «extrémisme», laissant la formation en plein désarroi. Robert Libman, président fondateur du parti en 1989, qui a démissionné au printemps dernier, a été défait hier comme indépendant dans le comté de D'Arcy-McGee. Il a tout de même obtenu 10 067 voix (170 bureaux sur 180). C'était le seul ancien député du PE à qui on accordait une faible chance de l'emporter.

À qui la faute?

Richard B. Holden, passé au Parti québécois, a brigué sans succès les suffrages dans Verdun. Gordon Atkinson, qui siégeait comme indépendant, se représentait sans affiliation partisane dans Notre-Dame-de-Grâce (NDG). Il a obtenu 1628 votes.

M. Henderson rejetait ensuite la faute de cette défaite sur le dos des médias, surtout les journaux et la télé de langue anglaise.

«Nous avons été exclus en quasi-totalité alors que dans notre société moderne il est très difficile de gagner des élections quand les médias ne nous couvrent pas. Nous avons fait ce que nous pouvions avec des ressources limitées et beaucoup de bénévoles qui en étaient à leur première campagne.»

Pour lui, cet ostracisme médiatique a été causé par une «lecture caricaturale de la situation au Québec» et par un «climat de peur généralisée». «Les mé-

dias ont décidé que c'était une lutte à deux, entre libéraux et péquistes. En plus, les gens craignent de parler de la séparation. C'est de l'hypocrisie.»

Le leader du PE a ensuite affirmé qu'il entendait «poursuivre la lutte à l'extérieur du parlement». «Notre parti représente la seule véritable voix de la majorité canadienne au Québec, a-t-il dit.

Et je crois que d'ici quelques mois, les thèses que nous défendons vont s'avérer les seules valables pour faire contrepoids aux propositions séparatistes.»

La plate-forme électorale du PE comportait cinq thèmes, tous axés sur la défense des intérêts particuliers de la communauté anglophone du Québec.

Le PE réclame d'abord la liberté d'affichage pour toutes les langues et l'accès libre à l'école anglaise pour tous les enfants. M. Henderson affirmait hier que la question scolaire allait bientôt être portée à l'attention de la Commission des droits de l'homme des Nations-Unies.

Le parti nie par contre le droit du Québec de pouvoir déclencher la souveraineté après une éventuelle victoire du OUI à un prochain référendum, tout en niant la possibilité de faire sécession sans l'accord de «The Rest of Canada» (TROC ou ROC, écrivait maintenant ironiquement les médias anglophones).

Finalement, le Parti Égalité défend l'idée que les régions majoritairement fédéralistes pourront de-

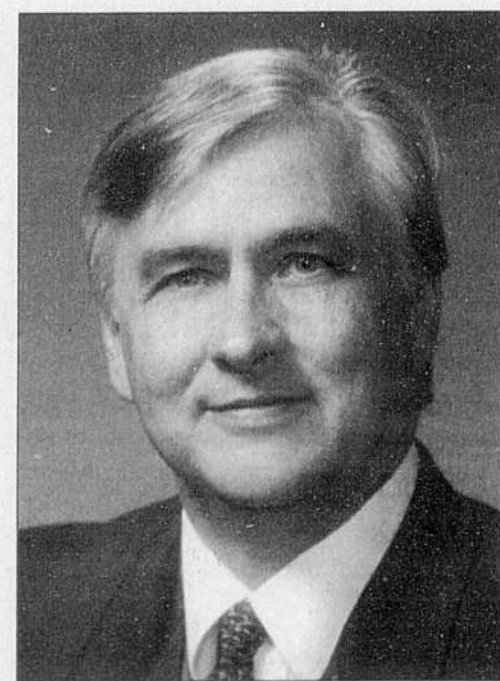


PHOTO ARCHIVES

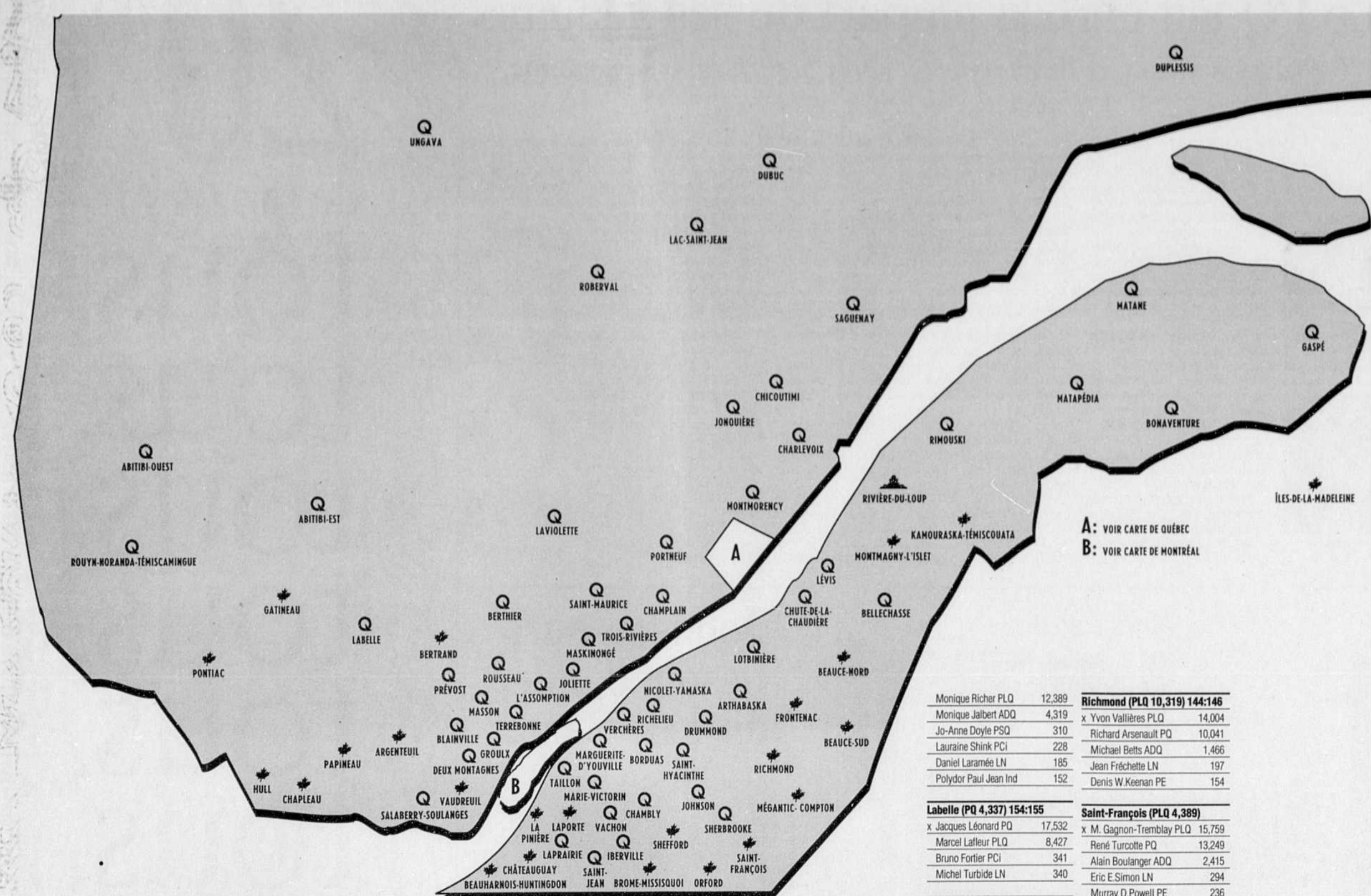
Keith Henderson

meurer à l'intérieur de la confédération canadienne advenant une éventuelle séparation du Québec.

Le Parti Égalité a été fondé en 1989, en bonne partie pour permettre aux anglophones du Québec d'exprimer leur colère contre le gouvernement Bourassa et sa présumée trahison lors de l'adoption de la loi 178 sur l'affichage.



ÉLECTIONS QUÉBEC



A: VOIR CARTE DE QUÉBEC
B: VOIR CARTE DE MONTRÉAL

Voici les résultats des élections générales du Québec, tels que compilés par La Presse Canadienne.

Entre parenthèses, après le nom de la circonscription, on trouve le parti gagnant ainsi que la majorité obtenue lors des dernières élections générales ou d'une élection complémentaire. Dans le cas des nouvelles circonscriptions et de celles qui ont été modifiées, on a établi la majorité du parti gagnant en transposant les derniers résultats à la nouvelle carte électorale.

Légende: **ADQ** — Action démocratique du Québec; **Can** — Canada; **DQ** — Développement Québec; **NPDQ** — Nouveau Parti démocratique du Québec; **PCQ** — Parti communiste du Québec; **PCI** — Parti citron; **PE** — Parti Égalité; **PEQ** — Parti économique du Québec; **PIQ** — Parti innovateur de Québec; **LN** — Parti de la loi naturelle du Québec; **PLQ** — Parti libéral du Québec; **ML** — Parti marxiste-léniniste; **PQ** — Parti québécois; **PRC** — Parti pour la république du Canada; **PSQ** — Parti de la souveraineté du Québec; **PV** — Parti Vert; **Ind** — indépendant; **x** — député sortant.

B.-St-Laurent-Gaspésie-C. Nord (10 députés)

Bonaventure (PQ 2,766)	
x Marcel Landry PQ	12,411
Mario Morin PLQ	10,106
Maurice Anglerhart ADQ	929
Céline Charnaud LN	157

Duplessis (PQ 610)	
x Denis Perron PQ	16,100
Tony Detorio PLQ	10,555

Gaspé (PLQ 2,014)	
Guy Lelièvre PQ	11,404
John Carbery PLQ	8,033
Bruno Cloutier ADQ	1,774
Manon Isabelle LN	163

Îles-de-la-Madeleine (PLQ 253)	
x Georges Farrah PQ	5,455
Léonice Deraspe PLQ	3,637

Kamouraska-Témiscouata (PLQ 4,121)	
x France Dionne PLQ	10,298
Hélène Alarie PQ	9,881
Yvan Quillet ADQ	3,227
André Bourgoin NPDQ	718

Matane (PLQ 3,068)	
Mathias Rioux PQ	11,707
x Claire-Hélène Hovington PLQ	7,394
Germain Dumas ADQ	2,249

Matapédia (PLQ 3,599)	
Danielle Doyer PQ	12,830
x Henri Paradis PLQ	9,106

Rimouski (PLQ 3,486)	
Solange Charest PQ	15,026
x Michel Tremblay PLQ	12,299
Manon Côté NPDQ	1,551
Patrice Beaulieu LN	227

Rivière-du-Loup (PLQ 2,581)	
Mario Dumont ADQ	13,333
Harold Le Bel PQ	6,608
Jean D'Amour PLQ	4,226
L. Richard Cimon Ind	98
Armand Pouliot LN	57

Saguenay (PLQ 502)	
Gabriel-Yvan Gagnon PQ	14,439
Georges-Henri Gagné PLQ	7,435
Armand Maltais ADQ	3,266

Saguenay-Lac-Saint-Jean (5 députés)	
Chicoutimi (PQ 4,933)	
x Jeanne L. Blackburn PQ	21,925
Rémi Hamel PLQ	9,021
Réal Barrette ADQ	2,606
Gervais Tremblay NPDQ	709
Claire Desmeules LN	284

Dubuc (PQ 2,252)	
x Gérard-R. Morin PQ	17,079
Jeanne Laviolette PLQ	7,220
Jean-François Simard ADQ	2,318
Daniel Gaudet LN	338

Jonquière (PQ 5,505)	
x Francis Dufour PQ	22,558
Stéphane Dallaire PLQ	8,723
Sylvie Francoeur LN	1,248

Lac-Saint-Jean (PQ 3,623)	
x Jacques Brassard PQ	20,741
Denis Simard PLQ	7,257
Lise Dufour LN	920

Roberval (PLQ 2,507)	
Benoît Laprise PQ	18,142
Jean-Marc Gendron PLQ	11,228
Normand Dufour LN	920

Chaudière-Appalaches (11 députés)

Charlevoix (PLQ 1,804)	
Rosalee Bertrand PQ	12,101
Danielle Bratet PLQ	8,986
Guy Fontaine Ind	1,921

Montmorency (PQ 5,439)	
x Jean Filion PQ	22,734
F. Lefrançois Bouchard PLQ	9,666
Jean-Marie Fiset NPDQ	2,873
Jacques No Jol Ind	2,523
Martin Garant Ind	1,371
Jacques Simard Ind	972
Julie Cormier LN	544
Jean Bédard ML	150

Portneuf (PQ 3,072)	
x Roger Bertrand PQ	14,236
Josée Noreau PLQ	10,462
Jean Larose ADQ	4,488
Robert Royer LN	535

Beauce-Nord (PLQ 6,094)	
Normand Poulin PLQ	10,752
Benoît L'Heureux PQ	10,691
Lise Rose NPDQ	1,434
Alain Gagné LN	592

Beauce-Sud (PLQ 13,301)	
Paul-Eugène Quirion PLQ	13,123
Paul-André Busque PQ	12,964
Marcel Turcotte Ind	1,603
Berthier Guay NPDQ	866
Daniel Lambert PCI	567

Bellechasse (PLQ 191)	
Claude Lachance PQ	10,570
Gilles Guillemette PLQ	8,258
Benoît Aubé ADQ	3,859

Chutes-de-la-Chaudière (PQ 1,084)	
x Denise Carrier-Perreault PQ	20,996
Shirley Baril PLQ	9,202
Jacques Bussières ADQ	7,259
Alphonse Bernard Carrier Ind	901
Mario Trépanier NPDQ	830
Jean Duchesneau Ind	679
Pierre Chamberland Ind	480
Eddy Gagné LN	278

Frontenac (PQ 9,240)	
x Roger Lefebvre PLQ	14,950
Pierre Turcotte PQ	12,446
Claude Gaudet LN	814

Lévis (PQ 9,501)	
x Jean Garon PQ	20,965
Jean-Pierre Corriveau PLQ	8,214

Lotbinière (PLQ 5,531)	
Jean-Guy Paré PQ	10,399
x Lewis Camden PLQ	10,125
Denis Cameron Ind	2,308

Montmagny-L'Islet (PLQ 4,814)	
x Réal Gauvin PLQ	10,338
Danielle Blanchet PQ	9,523
Jean-Claude Roy Ind	2,605
Gaston Bourget NPDQ	881

Mauricie-Bois-Francs (8 députés)

Arthabaska (PQ 2,692)	
x Jacques Baril PQ	20,605
Madeleine G. Dusseault PLQ	11,460
Bernard Jeannotte Ind	910
Robert Ouellet LN	369
William Bunge PCQ	130

Champlain (PLQ 3,290)	
Yves Beaumier PQ	14,933
x Pierre A. Brouillette PLQ	10,943
Norman Houle ADQ	8,953
Jean-Louis Ind	274
Martial Toupin PQ	241

Drummond (Ind 4,979)	
Normand Jutras PQ	16,616
Jacques Aré PLQ	11,860
André Simoneau ADQ	3,585
x Jean-Guy St-Roch Ind	3,355
Grégoire Deguire LN	296

Laviolette (PQ 8,312)	
x Jean-Pierre Jolivet PQ	16,779
Gaston Fortin PLQ	7,510
Jacques Beaudry ADQ	1,888
Yvon Chilton LN	227

Maskinongé (PLQ 7,795)	
Rémy Désilets PQ	16,047
Jean-Paul Diamond PLQ	13,218
André Ménard ADQ	4,245
Marc Lacroix LN	307

Nicolet-Yamaska (PLQ 6,223)	
Michel Morin PQ	13,426
x Maurice Richard PLQ	12,540
Jacques Houde LN	830

Saint-Maurice (PLQ 2,439)	
Claude Pinard PQ	13,189
x Yvon Lemire PLQ	11,078
Louise Trudel ADQ	3,106
Bruno Paquet LN	238
Pierre Bédard Ind	140
Pierre Blais Ind	112

Trois-Rivières (PLQ 3,562)	
Guy Julien PQ	12,507
x Paul Philibert PLQ	11,978
Luc Bouthillier ADQ	4,267
Roger Périgny LN	283

Montérégie-Rive-Sud (18 députés)	
Beauharnois-Huntingdon (PLQ 4,322)	
x André Chenail PLQ	16,456
Jean-Marie Latreille PQ	13,312
Mario Fortin Ind	964
Michel Lalancette PV	326

Claude Larocque PSQ	277
Roland Deschênes LN	242
Robert Lalonde Ind	133

Borduas (PLQ 186)	
Jean-Pierre Charbonneau PQ	15,461
Laurier Thibault PLQ	10,651
Stéphane Desmaré Ind	1,030
Danielle Gendron PSQ	537

Chambly (PLQ 2,496)	
Louise Beaudoin PQ	19,790
x Lucienne Robillard PQ	19,393
Michael Lamand LN	523
Camille Bôté PQ	484
Pierre Mondor PSQ	335

Châteauguay (PLQ 2,053)	
Jean-Marc Fournier PLQ	17,548
Guy Gibeault PQ	15,427
Joanne Demontigny LN	627
Suzanne Richard PSQ	627

Iberville (PLQ 3,247)	
Richard Le Hir PQ	15,603
L. Lafrance-Charlebois PLQ	14,136
Pierre Pellerin ADQ	4,147
Wilfrid Larocque Ind	991
Jacques Rose NPDQ	642
Serge Robert PV	432

La Pinière (PLQ 6,985)	
Fatima Houda-Pepin PLQ	22,244
André Kahlé PQ	12,236
Jerry Leung LN	600
Debbie Dufresne PSQ	475

Laporte (PLQ 3,118)	
x André Bourbeau PLQ	19,800
Annick Bélanger PQ	13,380
Jean-Pierre Le Grand PV	538
Marc Boulay LN	368
Alain Gauthier PRC	227
Fernando Meneses PQ	176

La Prairie (PQ 790)	
x Denis Lazure PQ	23,159
Fernande D. Lussier PLQ	14,800
Paulin Koffi Gaba ADQ	3,112
Gabrielle Chassé LN	369
André Bélanger PQ	255
Chantal Lamoureux PSQ	231

Marguerite-D'Youville (PQ 1,685)	
x François Beaulne PQ	19,948
Claude Savaria PLQ	13,089
Jean Dury PV	822
Jacinto Vidal LN	555

Marie-Victorin (PQ 3,711)	
x Cécile Vermette PQ	17,611
Serge Privé PLQ	10,249
S. Jocelyne Larivière ADQ	2,749
Moncel Guitoulin Ind	569
Sylvain Latour LN	383

Richelieu (PLQ 3,288)	
Sylvain Simard PQ	17,186
x Albert Khella PLQ	12,360
Marcel Cloutier Ind	1,570

Saint-Hyacinthe (PLQ 3,350)	
Léandre Dion PQ	15,938
Gabriel Michaud PLQ	14,905
Jacques Bousquet ADQ	3,398
Martin Imbeau NPDQ	1,292

Saint-Jean (PLQ 3,861)	
Roger Paquin PQ	16,750
x Michel Charbonneau PLQ	16,392
Daniel Lefebvre ADQ	4,563
Julien Patenaude NPDQ	644
Anne Bélanger LN	320
Réal Brunette PSQ	242
Richard Beaucage PQ	147

Salaberry-Soulanges (PLQ 4,763)	
Serge Deslères PQ	19,379
x Serge Marci PLQ	18,443
Jean-Pierre Couillard NPDQ	1,650
Jean-Marc Dubé LN	331
Sylvain Guérin PSQ	300
Guy David PRC	120

Taillon (PQ 6,421) 220-226	
x Pauline Marois PQ	22,563
Philippe Angers PLQ	12,822
René-William Roy LN	811
Réal Pineault PSQ	701

Vachon (PLQ 54) 166-168	
David Payne PQ	15,674
André Nadeau PLQ	12,147
Alain Riendeau ADQ	3,543
Robert Turgeon LN	305
Denis Gagnon PQ	252
Guillaume Pereira PSQ	169

Vaudreuil (PLQ 5,671)	
x Daniel Johnson PQ	24,849
Réjean Boyer PQ	15,742
Yves Marie Christin PV	518
Dominique Côté PSQ	335
Germain Viscassilas LN	325

Verchères (PQ 2,022)	
Bernard Landry PQ	16,370
Sylvain Gagné PLQ	8,178
Robert Sévigny ADQ	3,416
Bernard Gormley LN	391

Laurentides (7 députés)

Argenteuil (PLQ 5,098)	
Régent L. Beaudet PLQ	15,319
Sylvain Riendeau PQ	13,474
Hubert Melville ADQ	6,687
Serge Bérubé PQ	269
Russell C. Guest LN	223

Bertrand (PLQ 4,883)	
x Robert Thérien PLQ	14,558
Monique Simard PQ	14,412
Réjean Monette ADQ	2,486
Louise Paradis LN	238
David Rovins Ind	217

Blainville (PQ 431)	
Céline Signori PQ	14,729
Mario Massie PLQ	9,460
Michel Pigeon ADQ	4,180
Michel Labrèche PSQ	560
Martin Howe LN	332

Deux-Montagnes (PLQ 515)	
Hélène Robert PQ	20,642
Francine Labelle PLQ	14,954
Sylvie Allaire ADQ	6,403
Georges Robert DQ	305
Alain Gerard Antimori LN	287

Groulx (PLQ 1,307)	
Robert Kieffer PQ	15,036

Monique Richer PLQ	12,389
Monique Jalbert ADQ	4,319
Jo-Anne Doyle PSQ	310
Lauraine Shink PCI	228
Daniel Laramée LN	185
Polydor Paul Jean Ind	152

Labelle (PQ 4,337) 154-155</

☒

de rabais sur

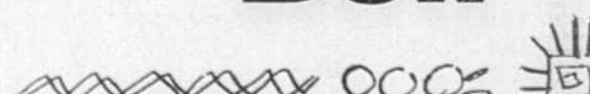
tous
tous
tous
tous
tous
tous
tous
tous
tous
tous
tous

vos autres
interurbains

que vous appeliez n'importe où, n'importe quand et n'importe qui : voilà une autre façon d'épargner que vous offre le tout nouveau plan d'économie *InterMax* Bell. Pour en savoir plus, tournez la page ou composez le 1 800 668-BELL.

InterMax

Be



ELECTIONS QUÉBEC

RÉACTIONS

L'est de l'île de Montréal

Le CPQ veut un référendum et la CSN, un projet de société

JEAN CHARTIER, ROBERT DUTRISAC
ET SERGE TRUFFAUT
LE DEVOIR

Le président du Conseil du patronat du Québec (CPQ), Ghislain Dufour, insiste désormais pour que le Parti québécois tienne un référendum sur la souveraineté dans huit ou dix mois, conformément à la promesse de Jacques Parizeau.

«Il faut lever le plus rapidement possible cette hypothèse, l'incertitude institutionnelle qui pèse maintenant sur le Québec», a dit M. Dufour. Rassuré par la force des libéraux dans la défaite, le président du CPQ semble convaincu que les Québécois rejettent l'option souverainiste lors d'un prochain référendum.

«Nous réagissons de façon généralement interrogative face à l'élection du PQ, a-t-il dit. Le PQ n'est pas élu pour faire l'indépendance mais pour être un bon gouvernement.»

C'est du bout des lèvres que le CPQ offre sa collaboration au nouveau gouvernement. «Nous offrons notre collaboration mais ce n'est pas une offre de collaboration inconditionnelle», a-t-il précisé.

Alléger le fardeau des PME

De son côté, Pierre Clérout, vice-président, Québec, de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), attend du Parti québécois qu'il revise la fiscalité touchant les PME et les libère du fardeau administratif.

La CSN: fini le laisser-faire

Le président de la CSN, Gerald Larose, estime que «les gens souhaitent tourner la page du laisser-faire instauré par le règne des libéraux».

D'un gouvernement du Parti québécois, le chef syndical s'attend à ce qu'il fasse montre d'une «obsession de l'emploi, du partage de l'emploi et de sa juste répartition», qu'il ouvre «des perspectives d'avenir menant à un projet de société où figure la souveraineté».

La FTQ: un jugement sévère

D'Ottawa où il participait à une réunion avec ses pairs du Conseil du travail du Canada (CTC), le président de la FTQ, Clément Godbout, a estimé que «la population avait jugé de façon assez sévère les lois contre les travailleurs que les libéraux ont adoptées», faisant référence à la loi 142 déreglementant la construction et au plafond imposé aux cotisations du Fonds de solidarité (FTQ), deux mesures que le Parti québécois s'est engagé à revoir. «Quand on tape sur le mouvement syndical, on méprise les résultats de ce soir, a-t-il dit. Godbout. «Le PQ a beaucoup de morceaux à recoller.»

Le monde de l'éducation est satisfait

C'est avec une grande satisfaction que le monde scolaire a accueilli la victoire du Parti québécois qui, plus d'une fois au cours de la campagne, a souligné qu'il ferait de l'éducation une de ses principales priorités.

Présidente de la Centrale de l'enseignement du Québec, Lorraine Pagé s'est réjouie de la victoire remportée par le Parti québécois en soulignant qu'elle traduirait par ailleurs une profonde volonté de changement de la part des Québécois.

Après neuf ans de règne libéral, les acteurs du milieu ressentent d'autant plus le besoin de changement «que l'éducation n'a jamais été au cœur des priorités sociales, économiques et budgétaires des libéraux au cours des neuf dernières années. Ils n'ont fait que du désinvestissement. C'est un désastre».

Pour ce qui est du profil souhaité par cette centrale syndicale au poste de ministre de l'Éducation, Mme Pagé n'a pas voulu se commettre en indiquant qu'elle faisait confiance à M. Parizeau pour choisir «une personne qui soit tournée vers l'avenir. En tout cas, j'espère qu'il ne nommera pas quelqu'un qui vit sur la nostalgie».

À cet égard, la présidente de la Fédération des commissions scolaires du Québec, Diane Drouin, a indiqué que si le pouvoir de nomination appartenait à M. Parizeau, il serait souhaitable que le prochain ministre soit une personne qui connaisse les dossiers sur le bout du doigt. De fait, si ce portefeuille revenait à François Gendron, qui a déjà occupé ce poste, ou à Jacques Brassard, qui fut le critique du PQ en la matière, les commissions scolaires, a confié Mme Drouin, seraient satisfaites.

Le PQ à moins de 50 %: une bonne chose

Peter White, président du Conseil de l'unité canadienne, se réjouit que le Parti québécois n'ait pas obtenu 50 % du vote populaire. «Je pense que la victoire péquiste était assez prévisible, dit-il, mais c'est un peu moins fort que prévu.»

Lorsqu'on lui mentionne que le PQ a tout de même obtenu plus de 50 % du vote francophone, il répond: «Quand on change de gouvernement, on le vire. Mais je constate que ce n'était pas une élection référendaire. Les Québécois sont très intelligents, ils auront une autre occasion de se prononcer sur la souveraineté.»

M. White dit aussi souhaiter que le référendum se tienne le plus tôt possible. Un délai de dix mois lui semble d'ailleurs très raisonnable. «C'est un bon laps de temps pour que chacun s'organise, dit-il. Nous souhaitons que M. Parizeau respecte son engagement à ce propos. Les forces d'opposition ont le temps de s'organiser.»

Donald Johnston, l'ex-président du Parti libéral du Canada et candidat du Canada à la présidence de l'OCDE à Paris, a déclaré hier soir que les Québécois ne voteront pas pour l'indépendance puisqu'ils n'ont pas déjà voté en faveur de cette option en 1980. Il n'y a pas de raison qu'ils le fassent maintenant, à l'époque de la globalisation des marchés, a-t-il dit.

M. Johnston, qui fut député fédéral du château fort libéral de Westmount sous le règne de Pierre Trudeau, ne regrette pas de s'être opposé à la ratification de l'Accord du lac Meech en 1992.

Il ne fait pas de lien avec le vote d'hier. Pour lui, les libéraux sont plus populaires que les bloquistes en ce moment. Il ne s'inquiète donc pas outre mesure de la campagne référendaire à venir.



Ghislain Dufour

Le PQ n'est pas élu pour faire l'indépendance mais pour être un bon gouvernement.

C'est du bout des lèvres que le CPQ offre sa collaboration au nouveau gouvernement. «Nous offrons notre collaboration mais ce n'est pas une offre de collaboration inconditionnelle», a-t-il précisé.

Alléger le fardeau des PME

De son côté, Pierre Clérout, vice-président, Québec, de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), attend du Parti québécois qu'il revise la fiscalité touchant les PME et les libère du fardeau administratif.

La CSN: fini le laisser-faire

Le président de la CSN, Gerald Larose, estime que «les gens souhaitent tourner la page du laisser-faire instauré par le règne des libéraux».

D'un gouvernement du Parti québécois, le chef syndical s'attend à ce qu'il fasse montre d'une «obsession de l'emploi, du partage de l'emploi et de sa juste répartition», qu'il ouvre «des perspectives d'avenir menant à un projet de société où figure la souveraineté».

La FTQ: un jugement sévère

D'Ottawa où il participait à une réunion avec ses pairs du Conseil du travail du Canada (CTC), le président de la FTQ, Clément Godbout, a estimé que «la population avait jugé de façon assez sévère les lois contre les travailleurs que les libéraux ont adoptées», faisant référence à la loi 142 déreglementant la construction et au plafond imposé aux cotisations du Fonds de solidarité (FTQ), deux mesures que le Parti québécois s'est engagé à revoir. «Quand on tape sur le mouvement syndical, on méprise les résultats de ce soir, a-t-il dit. Godbout. «Le PQ a beaucoup de morceaux à recoller.»

Le monde de l'éducation est satisfait

C'est avec une grande satisfaction que le monde scolaire a accueilli la victoire du Parti québécois qui, plus d'une fois au cours de la campagne, a souligné qu'il ferait de l'éducation une de ses principales priorités.

Présidente de la Centrale de l'enseignement du Québec, Lorraine Pagé s'est réjouie de la victoire remportée par le Parti québécois en soulignant qu'elle traduirait par ailleurs une profonde volonté de changement de la part des Québécois.

Après neuf ans de règne libéral, les acteurs du milieu ressentent d'autant plus le besoin de changement «que l'éducation n'a jamais été au cœur des priorités sociales, économiques et budgétaires des libéraux au cours des neuf dernières années. Ils n'ont fait que du désinvestissement. C'est un désastre».

Pour ce qui est du profil souhaité par cette centrale syndicale au poste de ministre de l'Éducation, Mme Pagé n'a pas voulu se commettre en indiquant qu'elle faisait confiance à M. Parizeau pour choisir «une personne qui soit tournée vers l'avenir. En tout cas, j'espère qu'il ne nommera pas quelqu'un qui vit sur la nostalgie».

À cet égard, la présidente de la Fédération des commissions scolaires du Québec, Diane Drouin, a indiqué que si le pouvoir de nomination appartenait à M. Parizeau, il serait souhaitable que le prochain ministre soit une personne qui connaisse les dossiers sur le bout du doigt. De fait, si ce portefeuille revenait à François Gendron, qui a déjà occupé ce poste, ou à Jacques Brassard, qui fut le critique du PQ en la matière, les commissions scolaires, a confié Mme Drouin, seraient satisfaites.

Le PQ à moins de 50 %: une bonne chose

Peter White, président du Conseil de l'unité canadienne, se réjouit que le Parti québécois n'ait pas obtenu 50 % du vote populaire. «Je pense que la victoire péquiste était assez prévisible, dit-il, mais c'est un peu moins fort que prévu.»

Lorsqu'on lui mentionne que le PQ a tout de même obtenu plus de 50 % du vote francophone, il répond: «Quand on change de gouvernement, on le vire. Mais je constate que ce n'était pas une élection référendaire. Les Québécois sont très intelligents, ils auront une autre occasion de se prononcer sur la souveraineté.»

M. White dit aussi souhaiter que le référendum se tienne le plus tôt possible. Un délai de dix mois lui semble d'ailleurs très raisonnable. «C'est un bon laps de temps pour que chacun s'organise, dit-il. Nous souhaitons que M. Parizeau respecte son engagement à ce propos. Les forces d'opposition ont le temps de s'organiser.»

Donald Johnston, l'ex-président du Parti libéral du Canada et candidat du Canada à la présidence de l'OCDE à Paris, a déclaré hier soir que les Québécois ne voteront pas pour l'indépendance puisqu'ils n'ont pas déjà voté en faveur de cette option en 1980. Il n'y a pas de raison qu'ils le fassent maintenant, à l'époque de la globalisation des marchés, a-t-il dit.

M. Johnston, qui fut député fédéral du château fort libéral de Westmount sous le règne de Pierre Trudeau, ne regrette pas de s'être opposé à la ratification de l'Accord du lac Meech en 1992.

Il ne fait pas de lien avec le vote d'hier. Pour lui, les libéraux sont plus populaires que les bloquistes en ce moment. Il ne s'inquiète donc pas outre mesure de la campagne référendaire à venir.



Don Johnston

Le PQ n'est pas élu pour faire l'indépendance mais pour être un bon gouvernement.

C'est du bout des lèvres que le CPQ offre sa collaboration au nouveau gouvernement. «Nous offrons notre collaboration mais ce n'est pas une offre de collaboration inconditionnelle», a-t-il précisé.

Il ne fait pas de lien avec le vote d'hier. Pour lui, les libéraux sont plus populaires que les bloquistes en ce moment. Il ne s'inquiète donc pas outre mesure de la campagne référendaire à venir.

Il ne fait pas de lien avec le vote d'hier. Pour lui, les libéraux sont plus populaires que les bloquistes en ce moment. Il ne s'inquiète donc pas outre mesure de la campagne référendaire à venir.

Trois comtés libéraux passent au PQ

Campeau, Dionne-Marsolais et Perreault à l'Assemblée nationale

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

La vague qui attendait le Parti québécois dans l'est de l'île de Montréal n'est pas venue. Des dix comtés sur seize, libéraux jusqu'à maintenant, seulement trois ont basculé dans le giron péquiste.

Après une lutte éfrénée, le candidat-vedette du Parti québécois, Jean Campeau, a arraché de justesse la circonscription de Crémazie. L'ancien président de la Caisse de dépôt et placement et coprésident de la Commission Bélanger-Campeau sur la réforme constitutionnelle l'emporte ainsi sur le libéral Michel Décarie.

L'ex-députée du Québec à New York, Rita Dionne-Marsolais, vient également de faire son entrée en politique sous la bannière du PQ. Elle a fait mordre la poussière à la libérale Nicole Thibodeau. Ce comté s'était retrouvé du côté libéral en 1989 par la peau des dents. Les libéraux avaient alors remporté la victoire avec 133 voix de majorité.

La circonscription de Bourget constitue un troisième gain péquiste aux dépens du PLQ. Le vétéran de la politique provinciale et père de la loi 101, Camille Laurin, y a réussi son retour politique après une retraite de dix ans.

Quant aux forteresses libérales de l'est montréalais, elles n'ont pas bougé. Ainsi, dans Laurier-Dorion, un comté où près de 50 % des électeurs sont des immigrants,

c'est sans surprise que Christos Sirros a remporté la victoire pour un quatrième mandat.

Dans le comté voisin de Bourassa, le libéral Yvon Charbonneau a tenu le coup face au Parti québécois. M. Charbonneau, ancien syndicaliste, dont la volte-face fédéraliste a suscité moult commentaires, a connu un début de campagne électorale houleux.

Son collègue de Jeanne-Mance, Michèle Bissonnet, a été réélu sous la bannière du Parti libéral. Marcel Parent dans Sauvé, a fait de même, laissant derrière le péquiste Jean-Pierre Bélisle. Dans Viau et Viger, les députés libéraux sortants, William Cusano et Cosmo Maciocia retrouvent leur siège respectif à l'Assemblée nationale.

À l'extrême est, dans la circonscription de Lafontaine, Jean-Claude Gobe a résisté à la machine du Parti québécois. M. Gobe avait délogé en 1985 l'ancien ministre péquiste Marcel Léger, décédé depuis.

Hier, les châteaux forts du côté du Parti québécois n'ont pas été ébranlés.

Dans le comté de Gouin, le jeune péquiste André Boisclair n'a pas eu de difficulté à être réélu. Tout comme d'ailleurs André Boulerice qui représente pour la troisième fois les électeurs de la circonscription de Sainte-Marie-Saint-Jacques.



Jean Campeau

neuve, premier bastion nationaliste au Québec (Robert Burns y fut député péquiste dès 1970), Louise Harel demeure députée avec une large majorité. Mme Harel, porte-parole de la région montréalaise pour ses collègues, est pressentie comme membre du Conseil des ministres.

Même scénario dans Anjou où les électeurs ont donné leur confiance au candidat sortant, Pierre Bélanger du PQ. Le libéral Richard Quirion devra donc se contenter de son poste de maire d'Anjou où il a été réélu en novembre dernier.

Plus à l'est, le péquiste Michel Bourdon n'a eu aucune difficulté à reprendre les rennes dans Pointe-aux-Trembles qu'il représente à Québec depuis 1989.

L'ouest de l'île résiste à la poussée péquiste

SYLVIANE TRAMIER
LE DEVOIR

Dans l'ouest de l'île de Montréal, les libéraux ont bien résisté, comme prévu, à la poussée péquiste. Ils ont aussi retrouvé la faveur des anglophones qui avaient appuyé le Parti Égalité à la précédente élection.

Les 14 comtés qui forment l'ouest de Montréal, dont huit à forte population anglophone, avaient lors des dernières élections envoyé 11 députés libéraux et trois députés du Parti Égalité à l'Assemblée nationale.

Hier, le Parti Égalité a perdu ces trois sièges, ceux de D'Arcy-McGee, Jacques-Cartier et Notre-Dame-de-Grâce, au profit du Parti libéral.

Les vedettes libérales ont été réélues dans leur circonscription, et notamment cinq ministres du cabinet Johnson: le ministre des Affaires internationales John Caccia dans Mont-Royal, le ministre de l'Éducation Jacques Chagnon dans Westmount-Saint-Louis, la ministre de la Culture et des Communications Liza Frulla dans Marguerite-Bourgeoys, et Gérard Tremblay, ministre de l'Industrie et du Commerce, dans Outremont. Dans Saint-Laurent, l'ancien comté du premier ministre Robert Bourassa, le ministre du Travail, Normand Cherry, qui portait les couleurs libérales, a été élu.



Liza Frulla

Dans Verdun, le député libéral sortant Henri-François Gauthier l'a emporté contre le péquiste de fraîche date Richard Holden, ancien député de Westmount sous l'étiquette du Parti Égalité, dont la conversion au Parti québécois avait fait couler beaucoup d'encre dans les journaux westmountois.

Dans Marquette, l'ancien président de la CECM, François Ouimet, a été élu pour le Parti libéral.

Dans le comté de l'Acadie, le libéral Yvan Bordeleau a retrouvé son siège.

Dans Nelligan, le libéral Russell Williams a été réélu, et dans Robert-Baldwin le libéral Pierre Marsan a remporté la victoire.

Les libéraux ont perdu le comté de Saint-Henri-Sainte-Anne, où avait lieu la lutte la plus serrée entre le député sortant libéral Nicole Loiselle et le candidat du PQ, Réjean Thomas, le «médecin du sida», directeur de la clinique pour sidéens L'Actuel, qui a remporté la victoire.

Laval vire au bleu

David Cliche réussit à se faire élire

CAROLINE MONTPETIT
LE DEVOIR

À la dissolution de l'Assemblée nationale, Laval était majoritairement rouge. Aujourd'hui, elle est majoritairement bleue.

Des cinq comtés qui la composent, soit Chomedey, Fabre, Laval-des-Rapides, Mille-Îles et Vimont, quatre étaient en effet acquis aux péquistes au moment de mettre sous presse hier.

En effet, Serge Ménard, avocat criminaliste connu et député péquiste, demeurait élu dans Laval-des-Rapides, où il est devenu député au moment d'une élection partielle, l'an dernier.

Pour leur part, les candidats péquistes Lyse Leduc, dans Mille-Îles, et Joseph Facal, dans Fabre, ont tous deux évacué les députés libéraux sortants.

Mais des cinq comtés de Laval, c'est le comté de Vimont qui a suscité le plus d'attention durant la campagne électorale, en opposant le député libéral actuel Benoît Fradet au péquiste David Cliche, entre autres portes-parole du dossier des affaires autochtones au Parti québécois.

La lutte a été chaude, mais c'est David Cliche qui a remporté la victoire d'hier, enlevant ainsi un comté aux libéraux.

Par ailleurs, plusieurs des députés de ces cinq comtés ne se représentaient pas aux élections d'hier.

Ainsi, Lise Bacon, vice-première ministre, quitte la politique et laisse cette année le candidat libéral Thomas J. Mulcair briguer le siège qu'elle occupe depuis 1981 dans Chomedey.

Il y était élu au moment de mettre sous presse.

Dans Mille-Îles, Lyse Leduc, candidate péquiste, a volé le siège de Jean-Pierre Bélisle, député libéral sortant.

Et dans Fabre, où les libéraux avaient 2570 voix d'avance en 1989, c'est le candidat pé-

quiste Joseph Facal qui a remporté la victoire.

Laurentides et Lanaudière

Pour sa part, le chef du Parti québécois et nouveau premier ministre, Jacques Parizeau, remportait la majorité des votes, hier, dans son comté de L'Assomption.

Dans le même secteur, son collègue Guy Chevrette, whip du Parti québécois, ancien ministre toujours ministrable et pilier du parti, était élu dans Joliette, où il tient depuis 1989 une bonne longueur d'avance.

Gilles Baril se joindra à eux à l'Assemblée nationale puisqu'il a battu, dans le comté de Berthier, le nouveau candidat libéral Michel Giroux.

Ainsi, la région de Lanaudière deviendrait presque entièrement bleue.

Dans Rousseau, c'est le candidat péquiste Lévis Brien qui a été élu contre son adversaire libéral Roger Beausoleil.

Il s'agit d'un gain pour le PQ.

De leur côté, les députés péquistes Jocelyne Caron et Yves Blais, siégeant respectivement dans Terrebonne et Masson, ont maintenu leurs postes à l'Assemblée nationale hier soir.

Cependant, dans le comté de Bertrand, du secteur des Laurentides, l'ex-syndicaliste Monique Simard a été battue par le député libéral Robert Thérien, qui avait d'ailleurs gagné avec 4883 voix d'avance en 1989.

Dans Argenteuil, où l'ex-ministre Claude Ryan a siégé sans interruption depuis 1981, le candidat libéral Régent L. Beaudet a gagné la victoire sur le candidat péquiste André Riendeau.

Pour sa part, Daniel Paillé, vice-président de Québecor et vice-président de la Caisse de dépôt du Québec, candidat péquiste dans Prévost, était élu contre le député libéral Paul-André Forget, donnant ainsi un nouveau siège au PQ.

Les élections à la télé

Une soirée respectable

PAULE DES RIVIERES
LE DEVOIR

CBC a été le premier, hier, à annoncer un gouvernement majoritaire péquiste. Radio-Canada suivait quelques secondes plus tard, à 20h 29. Il faut dire que TVA n'était pas vraiment dans la course, ayant tout bonnement annoncé, dès 20h, que le Parti québécois devrait diriger le prochain gouvernement, sans s'embarrasser des résultats!

Cela n'a pas empêché le réseau TVA d'offrir une bonne couverture de la soirée des élections. Mais, au jeu de la vitesse, des chiffres, des candidats en avance, des élus, Radio-Canada a démontré sa force, en dépit «des mouches» dont Bernard Derome s'est plaint à un moment donné, qui l'empêchaient apparemment de lire les résultats. Il faut dire que TVA, manque de pot, a affronté un problème informatique en début de soirée, qui a retardé sa présentation des résultats durant une vingtaine de minutes, jusqu'à ce que le réseau se branche sur un système alternatif de cueillette des données.

En revanche, côté invités, TVA remportait la palme haut la main, ayant fait appel à une brochette de spécialistes et journalistes de différents milieux incluant Mmes Lise Payette, Lise Bacon et Lise Bissonnette. Radio-Canada avait décidé de mettre les «ologues» de côté, donnant plutôt la parole à des politiciens. Choix discutable.

Radio-Québec de son côté n'a jamais prétendu rivaliser avec les deux autres réseaux au chapitre de la vitesse des résultats, n'ayant pas les moyens financiers d'envoyer des correspondants à gauche et à droite et dans toutes les régions. Le réseau a fidèlement affiché les résultats au bas de l'écran comme ses concurrents, de sorte que ceux qui optaient pour l'autre télévision n'étaient pas déçus. Mais d'entrée de jeu, Radio-Québec

s'est tourné vers ses invités pour analyser l'évolution de la soirée, se coupant de la fébrilité inhérente à une soirée en direct. Car durant la première partie de la soirée, les téléspectateurs veulent suivre le déroulement de l'élection. En refusant de jouer à ce petit jeu — trop coûteux —, le réseau a joué avec le feu.

À un moment donné, pour une raison inconnue, les trois réseaux ont présenté le discours de Lucien Bouchard. Mais, au bout de quelques minutes, l'animatrice de Radio-Québec, Anne-Marie Dussault, invite son collègue Pierre Nadeau à réagir à son discours. M. Nadeau a répondu, visiblement malheureux, qu'il serait difficile de réagir «parce que nous ne l'avons pas beaucoup entendu». Il n'en a pas moins pris son courage à deux mains et demandé à ses invités de commenter.

Jean-François Bertrand pour sa part a interrogé des «Québécois représentatifs», non sans nous avoir rappelé les circonstances dans lesquelles, il y a plusieurs années, le premier ministre René Lévesque l'avait invité à se joindre à l'équipe ministérielle.

Pendant ce temps, CTV avait sa tribune téléphonique, qui permettait aux inquiets de s'exprimer. «I will leave this province», disait l'un. «I am sad», disait un autre. Au réseau CBC, l'excellent animateur, Dennis Trudeau, menait son bateau d'une main de maître. Le ton était plus modéré qu'au réseau privé mais la victoire du Parti québécois n'a manifestement pas causé l'onde de choc observée en 1976. Il faut dire que l'appui aux libéraux, plus important que prévu, est venu apporter une petite consolation aux experts anglois.

Pendant la deuxième partie de la soirée, les discussions ont été intéressantes à TVA, surtout lorsque les invités ont réagi promptement aux discours des chefs. L'on y a déploré l'abondance de clichés dans le discours de Mario Dumont et l'animateur Stéphane Bureau a demandé à Mme Lise Bacon si Daniel Johnston était toujours l'homme de la situation au Parti libéral.

Musique Plus n'a pas voulu être en reste. La chaîne a donné la parole à certains députés de la région de Montréal et a entendu les commentaires de téléspectateurs au téléphone, notamment de Guy Lepage, du groupe Rock et Belles Oreilles, qui a «malheureusement gagné mes élections».

Plus sérieusement, en fin de soirée, Radio-Canada s'entretenait avec Lucienne Robillard et Louise Beaudoin, qui venaient de compléter une des courses les plus chaudes de la soirée. Un bon point pour la Société d'État.

Plus sérieusement, en fin de soirée, Radio-Canada s'entretenait avec Lucienne Robillard et Louise Beaudoin, qui venaient de compléter une des courses les plus chaudes de la soirée. Un bon point pour la Société d'État.

Plus sérieusement, en fin de soirée, Radio-Canada s'entretenait avec Lucienne Robillard et Louise Beaudoin, qui venaient de compléter une des courses les plus chaudes de la soirée. Un bon point pour la Société d'État.

Région de Québec

Quelques surprises à l'Est

Matthias Rioux

Dans Dubuc et dans Jonquière, les députés péquistes Gérard Morin et Francis Dufour ont été réélus. Pendant la campagne électorale, le premier ministre Daniel Johnson n'avait passé que quelques heures dans le Saguenay-Lac-Saint-Jean. Les libéraux avaient pratiquement concédé cette région aux péquistes.

Diane Lavallée

Estrie

Monique Gagnon-Tremblay

Rémy Trudel

Ce même esprit de sécurité règne en périphérie de Hull, et là encore personne ne semblait de taille à désamorcer la vague libérale. Les quatre candidats libéraux, trois sortants dont le ministre des Transports Robert Middlemiss dans Pontiac, Ré-

Quant à André Arthur, s'il n'aura pas de conflit d'intérêt entre son rôle d'animateur radio et celui de député, il pourra au moins se féliciter d'avoir terminé au deuxième rang dans le comté de Louis-Hébert, un exploit pour le moins inusité pour un candidat indépendant.

Dans l'Estrie, seuls les comtés de Johnson et de Sherbrooke seront donc représentés par les élus du Parti québécois que sont devenus Claude Boucher et Marie Malavoy. Dans ces deux comtés, les candidats des deux grandes formations en présence en étaient à leur première tentative.

Trois des quatre circonscriptions devaient cependant être fort bien armées pour rester dans le giron péquiste. Remy Trudel devait augmenter sensiblement la faible majorité de 66 voix qui le proclamait député de Rouyn-Noranda-Témiscamingue en 1989, alors que François Gendron, dans Abitibi-Ouest, pouvait dormir sur ses deux oreilles, fort d'une majorité de 8047 votes en 1989. Ailleurs ce sont des nouveaux venus sur l'échiquier politique: dans Abitibi-Est où le Parti libéral était en force, le péquiste André Pelletier a dû mener la lutte au candidat libéral Jacques Sylvestre, et dans l'Ungava où le quarteron de candidats était entièrement nouveau, Michel Létourneau a conservé la place de son prédécesseur péquiste en faisant la lutte au libéral Vito Murray.

[illegible]

qui s'accumulent automatiquement et donnent jusqu'à 15% de rabais additionnels sur l'interurbain. Pour vous inscrire, composez vite le **1 800 668-BELL**. Vous verrez qu'avec le nouveau plan d'économie *InterMax*, trois façons d'épargner sur la même facture, c'est bel et bien simple.

Bell

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

VICTOIRE Des semaines turbulentes à venir

SUITE DE LA PAGE 1

ique, dont le chef Mario Dumont a été élu avec une majorité écrasante dans sa circonscription de Rivière-du-Loup, a récolté 6,5% des appuis. Le Parti Égalité a de son côté mordu la poussière (1,7%) et n'a fait élire personne.

Dès hier soir, les gagnants ont annoncé leurs couleurs en vue du combat à venir, pendant que les perdants lançaient la serviette en ayant à l'esprit une «victoire morale» qui pourrait avoir des répercussions importantes sur l'intensité de leur engagement dans celui-ci.

Le premier ministre-élu du Québec, Jacques Parizeau, s'est voulu rassembleur. «Il y aura toujours des clivages entre les fédéralistes et les souverainistes, il y aura toujours des clivages linguistiques», a-t-il dit. Mais «je veux être le premier ministre de tout le monde. (...) Nous devons arrêter ce qui est en train de casser le Québec en deux. Nous devons retrouver le goût de bouger.»

Cela dit, «fin de la deuxième période, eh oui», a-t-il ajouté.

De son côté, le leader du Bloc québécois et chef de l'opposition officielle à la Chambre des communes, Lucien Bouchard, a souligné qu'après Charlottetown et les élections fédérales, «les dominos du régime fédéral tombent l'un après l'autre».

Le nouveau chef de l'opposition à l'Assemblée nationale, Daniel Johnson, a quant à lui accueilli la décision de l'électorat avec la «sérénité» et la «satisfaction» d'un combat âprement mené. Le score surprenant de son parti a montré «combien profondément il est ancré dans toutes

les régions du Québec». Quant à la prochaine échéance, «le Parti libéral du Québec, son chef, son équipe et ses militants seront au rendez-vous», a-t-il promis.

A Ottawa, le premier ministre Jean Chrétien a tendu la main à son nouvel homologue québécois, l'invitant à «se joindre aux efforts en vue de la création d'emplois» mis en oeuvre par son gouvernement et ceux des autres provinces canadiennes. Il s'est gardé d'attaquer de front M. Parizeau et ses convictions souverainistes, se disant simplement convaincu que, le temps venu, «les Québécois rediront à nouveau leur attachement à ce pays».

Le chef du parti fédériste Preston Manning a pour sa part dit accepter le verdict des Québécois, un verdict qui, dit-il, témoigne de «leur volonté de changement». Il a ajouté que ce désir était partagé par les Canadiens des autres provinces et espère que Jean Chrétien en prendrait acte et abandonnerait son entêtement à la promotion du statu quo dans le régime fédéral.

Il reste quand même que le PQ, qui a promis un référendum sur l'accession du Québec à la souveraineté en 1995, est demeuré en deçà de la majorité simple qui lui sera nécessaire pour le gagner. Et que s'est quelque peu résorbé le fossé profond qui a placé, au fil des récentes consultations, francophones et non francophones de part et d'autre du débat.

Ainsi les libéraux ont-ils maintenu leurs bastions traditionnels de l'Ouest de Montréal et de l'Outaouais. Mais leur performance d'ensemble chez les francophones leur

a permis de mettre la main sur quelques circonscriptions éparpillées dans le reste de la province.

Chez les ténors libéraux, la quasi-totalité des membres du conseil des ministres a survécu à la victoire péquiste. Seuls Serge Maril, ministre de l'Emploi, et Lucienne Robillard, titulaire de l'Éducation, ont essuyé un revers.

Au Parti québécois, la plupart des recrues de prestige s'étaient absentées de l'Assemblée nationale — ont aussi été élus. Les vainqueurs devaient cependant déplorer la perte, notamment, du Dr Réjean Thomas, de Monique Simard et de Diane Lavallée.

En dépit de l'intérêt mitigé dont ils ont fait preuve au cours de cette campagne électorale, les électeurs québécois ont participé au scrutin d'hier dans une proportion de 76%, un taux comparable à celui enregistré lors des élections provinciales de 1989 et fédérales de 1993 mais moindre qu'au référendum constitutionnel de 1992.

Quoi qu'il en soit, l'ampleur de la victoire péquiste promet des semaines turbulentes et pourrait donner des munitions aux adversaires des souverainistes.

Le match référendaire proprement dit ne débutera vraisemblablement que dans quelques mois, au gré du processus d'«enclenchement» — création d'une commission extraordinaire chargée d'étudier les perspectives d'avenir du Québec, présentation à l'Assemblée nationale.

«Nous devons arrêter ce qui est en train de casser le Québec en deux»

JOHNSON La récession a fait mal

SUITE DE LA PAGE 1

de se battre pour la place du Québec dans la fédération canadienne, alors que la différence de vote demeure très mince entre les deux principales formations politiques québécoises.

Très chaleureusement accueilli par des centaines de militants réunis au Métropolis hier soir en plein cœur de Montréal, Daniel Johnson a exprimé son «sentiment de satisfaction devant une campagne menée de façon vigoureuse», et il a dit «reconnaître et accepter le verdict des Québécois».

Mais il a immédiatement signalé que le Parti libéral est «profondément ancré dans toutes les régions du Québec», ajoutant qu'il n'en demeure pas moins que le nombre d'appuis que nous avons récoltés est presque aussi élevé que celui du Parti québécois.

«Nous pouvons donc dire avec confiance que le Parti libéral du Québec demeure un outil puissant du développement du Québec», et qu'il peut «envisager de continuer à enrichir la démocratie au Québec», dit-il.

Le chef libéral a évoqué comme raison de sa défaite la récession qui a durement frappé toutes les régions du Québec. Il a voulu féliciter le Parti québécois et Jacques Parizeau pour son élection, l'avertissant toutefois que les défis quotidiens qui se posent à l'ensemble du peuple du Québec «ne sont pas une mince affaire».

M. Johnson a s'est également dit confiant «de leur laisser en succession un Québec en pleine croissance».

Daniel Johnson ajoute que comme parti et comme groupe parlementaire, il veillera à appuyer la reprise économique, et il tentera «loyalement d'améliorer, à chaque occasion le sort de nos concitoyens». Évoquant l'échéance à laquelle nous serons conviés dans huit ou dix mois, il a averti la population et le Parti québécois que «le PLQ, son chef et ses militants seront au rendez-vous».

Et à l'occasion de ce rendez-vous, Daniel Johnson rap-peler deux choses aux Québécois.

D'abord, dit-il, «qu'ils font partie d'un grand pays que nous avons contribué à fonder, où nous occupons de plus en plus de place, et ce n'est pas en 1994 que les Québécois tournent le dos à leur passé, ni à leur avenir».

Daniel Johnson entend également rappeler «les gages, les avantages, les garanties de prospérité et d'amélioration des conditions de vie de tous nos concitoyens que représente cette appartenance au Canada».

Dans les minutes précédant l'arrivée de Daniel Johnson dans la salle, plusieurs vedettes libérales avaient également exprimé le désir de se battre, fortes d'un important appui populaire.

Ainsi, l'ex-ministre Jacques Chagnon n'hésitait pas à dire que «la campagne référendaire commence ce soir», et qu'avec un si fort pourcentage du vote pour le Parti libéral, «il est très dangereux au plan démocratique» de procéder à une déclaration solennelle sur la souveraineté et à une réécriture de la Constitution.

Liza Frulla s'est dite «mal à l'aise» devant la division du vote entre allophones, anglophones, francophones, entre Montréal et le reste du Québec.

Gérald Tremblay s'est dit d'avis que l'élection représentait une «volonté de changement, mais pas une vague péquiste», alors que l'ex-ministre des Finances André Bourbeau a ajouté que «les Québécois ont compris le message de prudence de Daniel Johnson».

Daniel Johnson avait écouté le résultat des élections de son bureau de premier ministre dans l'édifice d'Hydro-Québec, après avoir passé l'après-midi chez lui.

Il était allé voter le matin avec sa femme dans la circonscription de Mont-Royal, où il réside.

Il devait quitter Montréal pour Québec en soirée, où il est prévu qu'il tienne aujourd'hui une conférence de presse.

PARIZEAU Les clivages vont demeurer

SUITE DE LA PAGE 1

rainistes. C'est un débat qui en est un grand débat. Et en attendant le rendez-vous de 1995, je sais cependant qu'entre gens de bonne volonté au Québec, on sera capables de s'entendre, d'avoir une sorte de trêve, au moins pour assurer le relèvement du Québec, qu'il se sorte des ornières dans lequel il est tombé depuis trop longtemps».

M. Parizeau se dit conscient que les clivages qui existent entre fédéralistes et souverainistes et entre anglophones et francophones vont demeurer. Selon lui, cela ne pose pas de problème. Il promet d'être le «premier ministre de tous les Québécois».

Tout en félicitant son adversaire libéral, Daniel Johnson, pour sa campagne «persistante et courageuse», il l'invite à «collaborer, à l'Assemblée nationale, sur un certain nombre de choses que nous trouvons essentielles».

Il a aussi félicité le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont élu dans Rivière-du-Loup. Et les partisans péquistes ont applaudi.

L'élection d'un gouvernement péquiste marque «la fin de la deuxième période», dit-il. La troisième, elle commence demain matin». Les Québécois ont commencé par dire, en 1992, ce dont ils ne voulaient pas en disant NON à Charlottetown. Ils ont élu en 1993 des souverainistes à Ottawa (sur ces paroles, le chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, est monté sur scène avec M. Parizeau). «Ce soir, en 1994, les souverainistes ont retrouvé le pouvoir à Québec».

«Et en 1995, en quatre ans, pour la quatrième fois, nous allons nous présenter devant les Québécois, après avoir placé sur la table tout ce que nous pouvons montrer, après avoir été aussi clairs que possible, nous allons leur poser la question qui fait d'un peuple un pays».

«Nous allons leur dire: le périple du peuple québécois a été long, parfois compliqué. Il a été parfois difficile de

le d'une motion visant à appuyer la souveraineté, rédaction d'une constitution québécoise — annoncé dans le programme du PQ. Offusquement, il pourrait toutefois se mettre en branle beaucoup plus tôt. «Demain matin (ce matin)», a déclaré Jacques Parizeau.

Le chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, a d'ailleurs promis que la prochaine session de la Chambre des communes verrait les affaires québécoises prendre le haut du pavé dans les débats. Et il faut s'attendre que tant le gouvernement fédéral que le reste du Canada dans son ensemble, après avoir fait vœu de silence au cours de la récente campagne, ne se gênent maintenant plus pour élever le ton.

Il restera également à déterminer, dans les moments fébriles à venir, quelle «lecture» du verdict feront les gagnants. Les péquistes ont cherché tout du long, sans pour autant cacher leur option souverainiste, à faire valoir que cette élection visait au choix d'un nouveau gouvernement. Entre la volonté de changement qu'ont certes exprimée les Québécois et une réelle adhésion au courant séparatiste, la part des choses demande toujours à être faite.

A cet égard, l'attitude de Jacques Parizeau quant aux relations à entretenir avec le reste du pays servira selon toute probabilité d'axe au débat.

Par ailleurs, pour Daniel Johnson, le seul fait d'avoir évité la débâcle (la barre psychologique se situait autour des 40 sièges) pourrait consolider son leadership et servir de tonique en vue de la campagne référendaire.

savoir où était la normalité des choses. Il a été parfois compliqué de voir l'avenir à travers la brume. Mais nous y sommes maintenant. Voulons-nous devenir un peuple normal?»

Il a terminé son discours en invitant les Québécois à entrer dans ce «nouveau chapitre de notre Histoire».

M. Parizeau a prononcé son discours vers 23 heures. Pour faire patienter les partisans, les dirigeants avaient organisé une évocation de partie de hockey, présentée sur écran géant, parodiant les trois périodes définies par le chef Parizeau. Les résultats étaient inscrits sur un tableau indicateur similaire à celui qu'on retrouve au Forum de Montréal. Chaque fois qu'un candidat péquiste était déclaré élu, un joueur apparaissait et déjouait le gardien adverse.

Le PQ avait remis ses bannières jaune, noire et turquoise utilisées durant la campagne et remis en fond de scène, pour seul décor, son logo habituel, la lettre Q en bleu, barrée d'un triangle de couleur rouge.

La superbe salle de style beaux-arts, construite en 1903 et entièrement restaurée en 1991, avait été transformée en vaste salle de presse.

Le théâtre était pour moitié occupé par quelque 250 représentants des médias d'ici et d'ailleurs, caméramans, techniciens et journalistes, dont une vingtaine provenant de pays étrangers. Sur les 1300 places assises que compte l'enceinte, il n'en restait guère plus de 800 pour les partisans venus principalement de la région de Québec.

Le Parti québécois avait décidé cette année de rompre avec la tradition et de tenir ce rassemblement à Québec plutôt qu'à Montréal. Cette décision avait un caractère symbolique, Québec étant destinée à devenir la capitale d'un Québec souverain.

Chacun se rappelle ces gros rassemblements au Centre Paul-Sauvé en 1976 et en 1980. Depuis ce temps, le PQ n'a jamais réussi à réunir autant de partisans en un seul lieu le soir des élections.

OPPOSITION

Des acteurs montréalais s'interrogent

SUITE DE LA PAGE 1

certaine onde de chocs. M. Jacques Parizeau a prédit «un boom» économique à Québec, entraîné par la relocalisation des directions de certains ministères, l'aménagement du siège d'une Cour suprême du Québec et de nombre de missions diplomatiques. Montréal en ressortira-t-elle «vampirisée»?

Dans la seule ville de Montréal, plus de 38 000 emplois directement liés à l'activité des ministères, organismes et services fédéraux. Et cela, dans les secteurs de la défense, de la protection, de l'emploi et du travail, des affaires étrangères, des ressources humaines et des services économiques. Et ces chiffres excluent les emplois liés à l'armée. Le PQ a aussi parlé d'attirer à Québec des milliers de chercheurs grâce au déplacement de centres de recherche universitaire et de haute technologie.

Curieusement, le maire Jean Doré, lui aussi en campagne électorale, n'a pas dit mot sur ces grands projets de déménagement, trop heureux de voir les deux chefs venir faire des ronds de jambe sur le parvis de l'Hôtel de ville et promettre une révision du pacte fiscal de la métropole. «J'ai le sentiment d'avoir été entendu», s'est borné à dire le maire Doré. Dans le privé, il aurait affirmé qu'il y a de la place au Québec pour une «capitale» et une «métropole», et qu'il se battrait en temps et lieu si des projets de déménagements planent dans l'air.

Pourtant, d'autres acteurs montréalais s'interrogent sur ces déclarations qui jettent une ombre sur l'avenir la région métropolitaine. A commencer par le président de la Chambre de commerce de Montréal, M. David Powell, qui souligne que l'essor de la grande région métropolitaine est essentiel et vital pour tout le Québec. «Personne n'a intérêt à jouer Québec contre Montréal que ce soit pour des votes ou d'autres intérêts. C'est dans l'intérêt de tous les Québécois de garder le cœur de leur économie en santé», affirme-t-il.

Mme Line Beauchamp, directrice générale de Pro-Est, un organisme de concertation économique de l'Est de Montréal qui regroupe 26 décideurs de ce secteur de l'île, croit que nul ne gagnerait à ce que soit grugée une partie de l'activité économique et intellectuelle de Montréal. «Il faut reconnaître la réalité de Montréal et son rôle dans l'économie», dit-elle, d'avis qu'il y a une forme d'«incongruité» à plaider la décentralisation tout en prônant le regroupement d'activités à Québec.

Les propos de M. Parizeau sur ces éventuels transferts font aussi grincer des dents le professeur Laurent Picard, ex-président d'une vaste commission sur l'avenir

économique de Montréal (1986). «Il ne faut pas vider Montréal pour essayer de faire un «Paris» de Québec. Les villes ne se créent pas artificiellement. Il faut surtout éviter de faire comme à Ottawa», croit-il fermement.

Mais au-delà de ces déclarations malheureuses, on ne pense pas, ou peu, que le changement de la garde à Québec modifiera de beaucoup les perspectives montréalaises. Le professeur Picard ne cache d'ailleurs pas sa lassitude face au peu d'intérêt général démontré par les deux partis à l'égard de la métropole. Le fait que l'île de Montréal soit «reléguée» dans l'opposition à ce scrutin pourrait ne pas changer grand chose à un désintérêt malheureusement omniprésent.

«Même durant les neuf ans de régime libéral, où M. Johnson a été président du comité ministériel du grand Montréal, il n'y a pas eu de grand changement», tranche l'économiste.

Mais l'élection de poids lourds péquistes, comme Jean Campeau dans Crémazie, ex-p.d.g. de la Caisse de dépôt et placement du Québec, de la vétérante Louise Harel, pressentie à la vice-présidence du gouvernement péquiste et de Rita Dionne-Marsolais dans Rosemont, pourrait compenser ce retour de Montréal dans l'opposition, espère plusieurs observateurs. «Ces gens-là se sont déjà battus et continueront à se battre pour Montréal», précise Mme Deschamps, faisant référence aux luttes menées par la députée Harel pour les travailleurs de l'Est et la formation de la main-d'œuvre.

Le chef péquiste a au surplus évoqué l'idée de créer un organisme parapluie pour la région de Montréal, un organisme qui, croit-on, sera un peu plus dynamique que son équivalent libéral. Pour M. David Powell, il est évident que si le prochain conseil des ministres ne compte pas de représentants montréalais de taille, l'île de Montréal sortira perdante.

Il n'y a pas que les milieux économiques qui anticipent un certain rejet dans l'ombre de l'île de Montréal. La décision du Parti québécois de célébrer hier soir la victoire de cette «deuxième période» uniquement à Québec «la bleue» a fait grimacer certains de ses plus fervents militants. Les militants montréalais déçus par cette désertion ont d'ailleurs dû organiser eux-mêmes des retrouvailles spontanées dans le comté de Mercier, histoire de ne pas être en reste, même en ces jours de gloire.

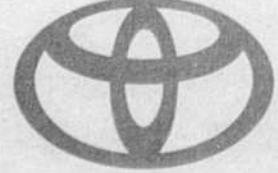
Qu'ils soient péquistes ou libéraux, les gens de la région de Montréal, de toute allégeance, s'attendent donc à beaucoup plus d'un gouvernement qu'une vague représentation dans l'opposition.

LIQUIDATION CHOC!



*C'est en plein le temps de profiter d'offres incroyables sur tous nos modèles 1994. Financement au taux de 5,9% pour 48 mois offert, sur approbation de crédit par Toyota Credit Canada Inc., à l'achat de tout modèle Tercel et Camry 1994. Pour tous les détails, voyez votre concessionnaire Toyota participant.

Votre concessionnaire



TOYOTA

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS:
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
RENSEIGNEMENTS (514) 985-3333
ADMINISTRATION (514) 985-3333

PUBLICITÉ
AVIS PUBLICS (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

SERVICE À LA CLIENTÈLE
• Extérieur (sans frais) •
1-800-463-7559

DU LUNDI AU VENDREDI
DE 8H00 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9E ÉTAGE,
MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9

SERVICE DES ABONNEMENTS
Les numéros de téléphone suivants sont valables pour
le service de livraison par camélot et pour les abonnements postaux.
Montréal (514) 985-3355

ÉCONOMIE

Londres relève à son tour les taux d'intérêt pour prévenir l'inflation

Londres (AFP) — En relevant d'un demi-point son taux de base à 5,75 %, la Banque d'Angleterre a tourné hier la page sur quatre ans d'assouplissement du crédit au Royaume-Uni, dans un contexte mondial de peur de l'inflation et de tensions sur les taux d'intérêt.

Immédiatement répercuté par les banques commerciales, le geste de la banque centrale a pris par surprise les marchés et particuliers qui ne l'attendaient pas avant la fin de l'année.

Mais, pour le chancelier de l'Échiquier, Kenneth Clarke, «il importe d'agir à temps pour empêcher les pressions inflationnistes de s'imposer. Trop souvent par le passé, l'accélération de l'inflation nous a empêchés de profiter d'une croissance soutenue. Je suis déterminé à éviter que cela se reproduise», a-t-il expliqué, en estimant que l'économie britannique était actuellement assez forte pour supporter le resserrement du crédit.

Paradoxalement, celui-ci intervient alors que l'inflation a atteint en juillet son plus bas niveau depuis un quart de siècle à 2,2 % en rythme annuel.

Mais ces bons chiffres n'ont pas empêché la Banque d'Angleterre de répéter avec insistance ces derniers mois que la vigueur de la reprise économique allait obligatoirement déboucher sur une accélération de l'inflation. Un premier symptôme est apparu hier avec l'annonce d'une progression plus forte que prévu des prix de gros, à 2,3 % en rythme annuel en août.

La Grande-Bretagne, qui avait mené le mouvement de baisse des taux en Europe, surtout après le départ de la livre du SME (Système monétaire européen) en septembre 1992, suit maintenant l'exemple des États-Unis où les taux d'intérêt ont recommencé à monter en février.

Toutefois, les analystes londoniens se félicitent que, contrairement à la Réserve fédérale américaine, «la Banque d'Angleterre ait agi plus tôt que ne l'attendait le marché en s'attaquant préventivement à l'inflation et en donnant ainsi l'impression de maîtriser la situation», a expliqué un économiste de l'Industrial Bank of Japan, Steve Hannah.

Avant la Grande-Bretagne, seules



Le chancelier de l'Échiquier, Kenneth Clarke.

L'Italie et la Suède ont relevé leurs taux depuis le début de l'année en Europe.

«Le Royaume-Uni est en avance d'environ un an sur le cycle conjoncturel des autres pays européens», estime M. Hannah, qui s'attend à une nouvelle hausse d'un demi-point du taux de base britannique avant la fin de l'année. Selon lui, la décision de la banque centrale de rendre plus difficiles de nouvelles baisses des taux d'intérêt dans les autres pays européens.

Si le geste de la banque a été applaudi par les marchés financiers, permettant à la livre de regagner un peu de terrain, il a en revanche déprimé le patronat qui l'a jugé «prématuré» et craint ses répercussions sur la reprise.

Il estime que le moment est mal choisi alors que la «reprise est toujours fragile», avec des consommateurs rendus timides par les hausses d'impôts entrées en vigueur en avril.

De plus, l'augmentation des taux devrait «avoir un effet néfaste» sur un marché immobilier encore mal remis des deux années de récession (1990-1992) et étroitement lié aux variations du coût du crédit.

Pour Nick Parsons, analyste à la Banque Canadienne Impériale de Commerce (CIBC), Kenneth Clarke a adopté «une stratégie très risquée» aussi bien économiquement que politiquement alors que la popularité du gouvernement et du parti conservateur sont au plus bas.

Au Canada, Nesbitt Burns prédit le retour du «monstre»

Ottawa (PC) — L'inflation, ce monstre hideux dont on suppose qu'il a raison des taux d'intérêt, serait sur le point de ressusciter, soutient un important courtier en investissement.

Nesbitt Burns Economics affirme que la faiblesse de l'inflation au cours des derniers mois — oscillant aux alentours de zéro — a léurré la population qui croit maintenant que l'inflation n'existe pratiquement plus.

«Tel n'est pas le cas, annonce Nesbitt Burns. On a en effet découvert récemment, par des signes qui ne mentent pas, que l'inflation couve toujours.»

L'inflation inquiète déjà grandement aux États-Unis, mais on la considère moins menaçante au Canada. Tout flambée des prix au Canada forcerait évidemment la Banque du Canada à mettre fin à son actuelle politique tendant à maintenir les taux d'intérêt à un bas niveau. Des taux d'intérêt bas ont en effet tendance à encourager consommateurs et entreprises à emprunter pour dépenser.

Nesbitt Burns insiste sur le fait que tout porte à croire que l'inflation deviendra peut-être de nouveau une source d'inquiétude pour la banque centrale.

Les prix qui doivent payer les compa-

gnies pour acheter leurs produits et services n'ont cessé de croître sensiblement au cours des derniers mois. Jusqu'à présent, ces coûts n'ont pas été réflétés aux consommateurs.

Nesbitt Burns rappelle que cela est sur le point de changer.

«La solidité récente de l'activité économique au Canada laisse présager que beaucoup de sociétés commenceront à refléter ces hausses des coûts tant au niveau des ventes en gros qu'à celui des ventes au détail.»

Par exemple, les constructeurs automobiles sont déjà en train d'augmenter leurs prix de leurs modèles 1995.

Par ailleurs, une croissance économique plus forte que prévue cette année accompagnée d'une baisse du chômage pourrait aussi attiser l'inflation si les consommateurs délient les cordons de leurs bourses. En juillet, le taux d'inflation annuel a grimpé de 0,2 % par rapport au mois de juin. Le taux d'inflation, mesuré par l'indice des prix à la consommation, se situait à zéro en juin.

Une importante réduction des taxes sur le tabac au début de l'année a eu un gros impact sur l'inflation. Même sans cette réduction, les taux d'inflation annuels n'atteindraient encore qu'à peine 1,5 %. Ce niveau est encore bas et bien conforme aux niveaux de 1,0 à 3,0 % que la Banque du Canada est prête à accepter en ce qui a trait à l'inflation.

elle affirmait avoir corrigé les principaux défauts.

Aujourd'hui, la plupart des constructeurs qui se sont penchés sur ce moteur semblent s'en être complètement désintéressés. Les trois constructeurs américains et Toyota ont acquis les droits de la firme australienne et dépensé des millions de dollars pour étudier le moteur deux-temps et l'adapter aux réglementations actuelles. Théoriquement le moteur deux-temps original est plus simple, plus léger et moins cher à produire que le moteur à quatre-temps. Cela le destine surtout à équiper un petit véhicule compact et simplifié.

Il semble aujourd'hui, à la lueur des derniers développements, que ce type de moteur ne soit pas si simple à adapter aux différentes normes en vigueur et que sa fiabilité

SERGE TRUFFAUT
LE DEVOIR

Le calme était de mise hier soir sur les marchés financiers qui ont sanctionné l'élection du Parti québécois en se manifestant avec parcimonie.

Plus tôt dans la journée, le résultat prévisible de cette élection n'avait eu aucun effet tangible sur les marchés financiers alors que la devise canadienne n'a pratiquement pas bronché, elle a perdu 4 centimes pour se fixer à 73,10 cents américains, pendant que la Bourse de Toronto réagissait au calme ambiant en enregistrant un gain, minime il est vrai, pour s'établir légèrement au-dessus des 4329 points.

Tous les économistes et experts consultés étaient d'autant moins étonnés par la tournure des événements propres à la séance d'hier, que ce n'est jamais aux lendemains des élections que les investisseurs ajustent leur tir, de rappeler M. Robert Normand, économiste au Mouvement Desjardins.

Cela fait des semaines, quand ce n'était pas des mois, que les acteurs financiers avaient modifié le profil de leur portefeuille en fonction d'une victoire du Parti québécois. «Ils ont effectué des changements dès que les sondages ont commencé à prévoir l'élection du PQ», de souligner M. Jean-Yves Landry, président et chef de la direction de la société Bolton, Tremblay.

Depuis quelques jours, c'est davantage l'évolu-

tion de la situation économique des États-Unis qui est au centre des préoccupations des marchés financiers qu'une défaite du Parti libéral. Cette distance, ou indifférence, s'explique surtout par le fait que si les sondages donnaient le PQ gagnant depuis plusieurs mois, ils indiquaient également que cette formation politique perdrait le référendum sur la souveraineté.

De fait, «les acheteurs étrangers, de préciser M. Normand, ont mis de côté le facteur incertitude politique pour s'en tenir aux fondamentaux de l'économie dès le mois de juin».

Dans la foulée, on a constaté un retracement de l'écart séparant les obligations du Québec de celles de l'Ontario ainsi qu'un regain d'intérêt des investisseurs à l'endroit des obligations canadiennes.

En ce qui concerne le premier item, soit le Québec versus l'Ontario, M. Landry, prenant en exemple une émission d'obligations arrivant à échéance en l'an 2023, a indiqué qu'au début de l'année le marché estimait que l'écart entre les deux était de 20 points à l'avantage de l'Ontario. Puis, il est allé jusqu'à 50 points, avant de retraiter, pendant la campagne électorale, à 35 points.

Après quelques semaines de flottement provoqué par cet ajustement à l'élection plus que certaine de Jacques Parizeau, les investisseurs se sont mis à acheter des inventaires importants d'obliga-

tions canadiennes dès le mois d'août alors que les nouvelles économiques faisaient état d'une amélioration assez nette de la situation canadienne.

«Tout d'abord, de préciser M. Normand, l'Albertain a annoncé que son déficit serait inférieur à ce qui avait été anticipé. Puis, le fédéral a annoncé que son déficit pour les quatre premiers mois du présent exercice avait été de 3,5 milliards \$ inférieur à l'an dernier. Puis on a appris que la croissance économique avait été plus forte que prévu et que le chômage était en baisse.»

Qui plus est, sur le front des obligations, le Canada offrait aux investisseurs un rendement beaucoup plus intéressant qu'aux États-Unis. Pour les obligations de 10 ans on proposait une prime de 146 points de plus par rapport aux États-Unis.

Dans un tel contexte, les investisseurs, surtout les Américains, ont constaté qu'il y avait une bonne affaire en vue en faisant l'acquisition de produits financiers libellés en dollars canadiens. C'est à la faveur de cette embellie que le dollar a repris quelque peu de son allant pour se hisser, il y a quelques semaines, aux environs des 73 cents américains.

Aujourd'hui, il faut s'attendre à ce que les marchés réagissent davantage à la communication de l'indice des prix à la consommation qu'aux résultats de l'élection d'hier. Selon M. Normand, il est même probable que le taux d'escompte reste stable, soit à 5,92 %.

ELECTIONS



QUÉBEC

Amex Canada passe au premier rang des agences de voyage au pays

American Express achète la gestion mondiale des voyages d'affaires de Thomas Cook

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

American Express a consolidé son avance dans l'univers du voyage en procédant, hier, à l'acquisition des activités mondiales de Thomas Cook liées à la gestion des voyages d'affaires. Cette transaction vient, de plus, propulser Amex Canada au premier rang des agences au pays, avec un chiffre d'affaires engraisé de 75 %.

L'achat, au prix de 375 millions \$ US, porte sur les activités mondiales liées à la gestion des voyages d'affaires du Groupe Thomas Cook. Présent dans 13 pays avec 250 bureaux employant 2500 personnes, le groupe britannique a dégagé des ventes de l'ordre de 1,1 milliard \$ US dans ce segment l'an dernier. Fait également partie de la transaction la vente, à American Express, de la troisième plus importante agence de voyages aux États-Unis selon le chiffre d'affaires, Thomas Cook Partnership, employant 4000 personnes réparties entre 400 bureaux et ayant réalisé des ventes annuelles de 1,9 milliard \$ US en 1993.

L'arrivée des deux sociétés, qui génèrent annuellement plus de trois milliards \$ US au chapitre des ventes, devrait accroître de près de 33 % les revenus annuels de ventes de voyages d'American Express à l'échelle mondiale, qui passerait ainsi à plus de 12 milliards \$ US, peut-on lire dans le communiqué émis par American Express, qui se méritait déjà, avant l'annonce d'hier, le titre de la plus importante agence de voyages au monde avec 1700 bureaux dissimulés dans plus de 120 pays.

Au Canada, l'entente avec Thomas Cook devrait permettre à Amex de comptabiliser des ventes de 580 millions \$ dans le secteur du voyage d'affaires, supérieures de 75 % à ce qu'elles auraient été autrement, et de dépasser par 130 millions \$ le chiffre d'affaires de sa plus proche rivale.

Très peu de pertes d'emplois sont attendues du regroupement des activités. Si pas moins de 44 sites apparaissent vulnérables à une élimination des doublons, le porte-parole d'American Express a insisté sur le fait que la réduction du personnel sera limitée «à son plus strict minimum».

L'acquisition de l'activité mondiale de gestion des voyages d'affaires de Thomas Cook et de sa division



PHOTO AP

De gauche à droite: Roger Ballou, président du groupe American Express Travel Services, Christopher Rodrigues, chef de la direction du groupe Thomas Cook, Linda Paresky and David Paresky, coprésidents de Thomas Cook Travel U.S. La transaction devrait être conclue dans quelques semaines.

américaine de distribution constitue une nouvelle étape dans l'avancée d'American Express dans cette sphère d'activités. Plus tôt cette année, l'institution financière new-yorkaise avait triplé son volume de voyages en Australie en procédant à l'achat des principaux éléments d'actif de deux agences australiennes et d'une agence allemande. Un an plus tôt elle se portait acquéreur de l'une des plus grandes agences européennes et d'une agence brésilienne alors qu'en 1991, elle mettait la main sur Lifeco Travel Services, jadis la cinquième agence de voyages des États-Unis.

«Les entreprises peuvent économiser de 15 à 40 % sur les dépenses liées aux voyages en faisant appel à

un système centralisé et bien géré pour traiter les frais de voyages et de représentation», a résumé Roger Ballou, président de Voyages American Express, dont la percée dans l'industrie de la gestion des voyages remonte à 1982, aux lendemains de la déréglementation du transport aérien aux États-Unis. L'institution a également fait ressortir dans son communiqué que, selon les résultats d'une étude menée conjointement avec le Conference Board, les dépenses liées aux voyages constituent la troisième plus importante source de coûts des entreprises canadiennes, après les salaires et le traitement des données.

Thomas Cook, pour sa part, a justifié la vente de ces activités par une

volonté de se concentrer davantage sur ses autres divisions, à savoir le voyage d'agrément aux consommateurs et à la PME, les bureaux de change et les chèques de voyage. Le directeur administratif pour les Amériques du Groupe Thomas Cook (Canada), Mark McCafferty, a insisté sur le fait que sa société «avait déjà renforcé sa présence commerciale au Canada grâce à l'acquisition récente de plusieurs entreprises spécialisées dans l'industrie du voyage-tourisme dont Deak International, l'un des plus importants gestionnaires nord-américains de bureaux de change, le réseau pan-canadien d'agences Les Voyages Marlin, et IPS, la filiale des chèques de voyage VISA de la Banque Barclay.

AUTOMOBILE

Le moteur deux-temps marque le pas

Depuis que l'on en parle, le moteur deux-temps ne semble pas prêt à entrer en production pour équiper quel que modèle que ce soit. Voilà près de cinq ans que l'idée de réutiliser ce type de propulseur que la vague écologiste avait mis au rencart pour cause de pollution a refait surface. Rappelons que le moteur deux-temps original diffère du moteur actuellement utilisé, dit à quatre-temps, par son cycle simplifié, par le fait que le lubrifiant est injecté à la demande, que les soupapes sont remplacées par des lumières par lesquelles le gaz d'admission et d'échappement entrent et sortent des cylindres, lumières qui sont ouvertes ou fermées par le mouvement même des pistons. Ce qui signifie beaucoup moins de pièces en mouvement donc économie de fabrication. La firme australienne Orbital Engine Corp., basée à Perth, avait alors fait grand bruit autour de la renaissance de ce principe simple, sur lequel

elle affirmait avoir corrigé les principaux défauts.

Aujourd'hui, la plupart des constructeurs qui se sont penchés sur ce moteur semblent s'en être complètement désintéressés. Les trois constructeurs américains et Toyota ont acquis les droits de la firme australienne et dépensé des millions de dollars pour étudier le moteur deux-temps et l'adapter aux réglementations actuelles. Théoriquement le moteur deux-temps original est plus simple, plus léger et moins cher à produire que le moteur à quatre-temps. Cela le destine surtout à équiper un petit véhicule compact et simplifié.

Il semble aujourd'hui, à la lueur des derniers développements, que ce type de moteur ne soit pas si simple à adapter aux différentes normes en vigueur et que sa fiabilité

té à long terme ne soit pas à toute épreuve. Originellement le moteur deux-temps devait être 40 % plus puissant pour un poids et un encombrement 30 % inférieurs à son équivalent à quatre-temps. Pourtant, nombre de problèmes ont fait leur apparition au niveau des segments d'entraînement des pistons, des pistons eux-mêmes, des roulements du vilebrequin, de surchauffe et de l'extrême complexité du système d'injection.

Comme le démontrent les études aujourd'hui, l'avenir de ce type de moteur tient à deux options. Soit l'on se contente de préserver la simplicité du principe original, tel que décrit plus haut, ce qui limite son application à de petites cylindrées, soit on le complique pour en tirer des moteurs plus volumineux et plus puissants. Dans ce dernier cas, on est obligé d'envisager d'y

adjoindre un turbocompresseur, des soupapes comme un moteur normal et des roulements de vilebrequin conventionnels. Toyota en est arrivé à un moteur à six cylindres à double arbre à cames en tête, à quatre soupapes par cylindre, alors que Chrysler s'était limité à un petit trois cylindres très simple de 1.1L développant 80 Ch. Orbital, qui avait initialement favorisé la solution la plus simple, propose aujourd'hui un six cylindres de 2.0L avec distribution conventionnelle, ayant subi de nombreux tests de fiabilité et très proche de satisfaire les normes d'antipollution draconiennes de la Californie. La firme justifie son changement de politique par le fait que l'outilage nécessaire pour produire ce moteur en série est très semblable à celui présentement utilisé pour fabriquer les moteurs actuels. Toutefois, le dernier moteur d'Orbital a vu sa taille, son poids et son prix de revient augmenter dans des propor-

tions telles que les constructeurs se demandent si cela vaut la peine d'aller plus loin.

General Motors qui a étudié et réalisé un trois cylindres et un V6 de 3.0L deux-temps affirme que ces moteurs n'ont pas encore prouvé leur fiabilité et préfère investir dans des propulseurs conventionnels, d'autant que le prix du pétrole est stable et que l'économie donne des signes de reprises évidents. Considéré comme une solution de crise, le moteur deux-temps n'a pas encore justifié les espoirs que les constructeurs du monde entier avaient mis dans ce principe qui devait, au départ, être plus simple que le moteur quatre-temps. Au contraire son développement débouche aujourd'hui sur une complexité insoupçonnée qui fait sérieusement douter de son futur. Simple ou complexe, le moteur deux-temps renait-il un jour? Seuls les maîtres du pétrole détiennent la réponse à cette question.

Selon le président de la SADC

Les dirigeants devraient rendre des comptes

Ottawa (CP) — Les dirigeants des institutions financières en difficulté devraient, dans l'avenir, être tenus personnellement responsables par le gouvernement fédéral de pratiques commerciales douteuses, a affirmé hier le président de la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC), au cours d'une conférence à Vancouver. Dans les changements réglementaires à venir, J.P. Sabourin a déclaré que les dirigeants et gestionnaires des banques et des fiduciers au Canada se verraient demander de signer une déclaration à l'effet que leurs institutions sont régies selon les pratiques commerciales reconnues. «Ultimement, les gestionnaires devront exercer leurs fonctions de gestionnaire et le conseil d'administration, celles de supervision», a ajouté M. Sabourin.

• LES ACTUALITÉS •

Il manque 56 000 emplois au Québec

JEAN CHARTIER
LE DEVOIR

Le Québec compte 3 033 000 emplois par rapport à 3 089 000 lors du sommet atteint en avril 1990, juste avant que la récession ne frappe les travailleurs de plein fouet. Le niveau de l'emploi reste donc inférieur de 56 000 à ce qu'il fut 52 mois plus tôt, sans compter que les jeunes sont arrivés nombreux sur le marché du travail entre-temps. L'amélioration soulignée par M. Johnson depuis décembre n'a pas suffi à enrayer la situation récessionniste de l'emploi.

La baisse de 20 000 du niveau de l'emploi en août a porté à 12,2 % le taux de chômage au Québec, une poussée fort impressionnante de 0,7 % étant donné que la main-d'œuvre augmentait de 50 000 personnes, ce qui rend fort improbable une baisse sous le niveau de 10 % des sans-travail en 1994. On restera probablement dans un état déprimé de l'emploi jusqu'au printemps 1995.

En Ontario, il s'est pourtant créé encore 31 000 emplois en août, portant le grand total à 4 890 000 emplois. Toutefois, il faut ajouter que l'Ontario a déjà disposé de 5 006 000 emplois en février 1990. On a enregistré dans la province voisine une augmentation de 121 000 emplois depuis le début de l'année mais il en reste autant à créer pour revenir au niveau de 1990. Au Québec, il ne s'est récupéré que 60 000 emplois, deux fois moins qu'en Ontario, par rapport au mois de prédilection de M. Johnson pour sa compilation, soit décembre 1993. Le Québec a donc récupéré 60 000 emplois en huit mois. Maintenant, le taux de chômage est de 9,4 % en Ontario et en Colombie-Britannique mais de 12,2 % au Québec, l'écart devenant inacceptable entre le Québec d'une part et les deux autres principales provinces canadiennes d'autre part. On compte présentement 1 637 000 emplois en Colombie-Britannique et presque autant en Alberta.

Au Canada, il s'est créé globalement 22 000 emplois au mois d'août mais on a néanmoins atteint un chiffre record de 12 680 000 emplois. Le sommet précédent avait été établi en avril 1990 à hauteur de 12 663 000 emplois. Ce niveau vient d'être dépassé pour la première fois, le Canada ayant récupéré globalement les 450 000 emplois perdus pendant la récession; mais cela est attribuable à l'Ouest canadien car on reste loin d'une telle performance à la fois en Ontario et au Québec.

Vincent Ferraro, analyste à Statistique Canada, souligne que les emplois ont baissé chez les femmes de 25 ans et plus ainsi que chez les jeunes de 15 à 24 ans au Québec. Il y a eu une baisse dans le commerce, la finance, les assurances, les valeurs mobilières, le transport et les services. En Ontario, les hausses sont survenues dans le commerce de détail et les services aux entreprises. Sommairement, les emplois des jeunes ont baissé au Canada en août.

Environnement: des pans entiers de la loi ne sont pas appliqués

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
LE DEVOIR

Le resserrement enregistré depuis une dizaine d'années dans l'application de certains articles de la loi de l'environnement, qui s'est traduit par une augmentation spectaculaire des amendes obtenues aux dépens des pollueurs, a pour contrepartie un relâchement important dans d'autres domaines, y compris des pans entiers de la réglementation.

C'est ce que révèle une étude de Me Pierre Giguère, réalisée au cours de la dernière année pour le compte du Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE).

Le ministre de l'Environnement et de la Faune (MEF), Pierre Paradis, s'est distingué — il est lui-même avocat — par ses efforts pour raffermir l'application de la loi. Depuis quelques mois, les compressions dans son ministère ont amené syndicats et observateurs à penser que ce ministère est amputé progressivement de ses pouvoirs d'intervention dans de nombreux domaines.

La compilation effectuée par le CQDE confirme, comme l'a souvent affirmé le ministre, que les poursuites et leur taux de succès se sont intensifiés. Ainsi, les amendes obtenues des tribunaux pour l'ensemble des accrocs aux lois et règlements ont atteint 1,04 million de dollars en 1992-1993. On mesure l'importance du travail accompli quand on songe que les amendes, toutes catégories, atteignaient un maigre 32 025 dollars en 1984-1985.

Mais ce n'est pas une «raison pour pavoiser», commente Me Giguère dans son rapport.

En effet, l'essentiel des amendes obtenues en 1993 touche l'émission des contaminants (133 000 \$), l'obligation de détenir un certificat d'autorisation (121 000 \$), la non-conformité aux exigences en matière d'enfouissement de déchets (35 000 \$), la gestion des eaux usées

(23 600 \$) et la pollution accidentelle (19 300 \$).

Mais, ajoute l'étude du CQDE, les infractions sur le dépôt de déchets dans l'environnement a chuté entre 1992 et 1993 de 95 000 \$ à 33 000 \$, tout comme les amendes pour non-respect des autorisations (60 500 \$ à 10 200 \$).

L'application des règlements en vigueur semble pour le moins ralentir.

Ainsi, le total des infractions et amendes imposées pour huit règlements a chuté «sérieusement» entre 1991 et 1994.

Il s'agit principalement du règlement sur la pollution atmosphérique

(82 750 \$ en 1992 à 27 700 \$ en 1993), sur les fabriques de pâtes et papiers (222 000 \$ en 1991 à 31 000 \$ en 1993), sur les déchets solides (93 400 \$ en 1992 à 12 000 \$ en 1993), sur les déchets dangereux

(142 000 \$ en 1992 à 99 300 \$ en 1993), sur la pollution agricole (154 000 \$ en 1992 à 90 700 \$ en 1993), sur les eaux de résidences isolées (4600 \$ à 350 \$ entre 1992 et 1993).

Dans la plupart de ces règlements, ajoute l'étude, les amendes pourraient être triplées, voire quintuplées car elles n'ont à peu près pas de pouvoir dissuasif actuellement.

Enfin, relève la même étude, même si des infractions ont été constatées à 14 autres règlements relevant de l'Environnement entre 1991 et 1994, une douzaine d'autres n'ont fait l'objet d'aucune poursuite.

Certains de ces règlements sont cependant stratégiques pour les écosystèmes, comme celui protégeant le milieu hydrique, ou d'autres comme celui sur l'usage des pesticides en milieu forestier, celui sur les eaux souterraines, les pneus hors d'usage, les déchets biomédicaux et celui sur le rejet de substances affectant la couche d'ozone.

La Croix-Rouge fait son mea-culpa

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — La direction de la Croix Rouge a reconnu hier avoir «fait une erreur» en ne prévenant pas plus tôt le public qu'elle avait dû suspendre, il y a cinq semaines, l'expédition de certains produits sanguins aux États-Unis.

La Croix Rouge et le gouvernement fédéral auraient également mieux fait de révéler que des inspecteurs canadiens avaient relevé des irrégularités dans un centre de transformation du sang, en janvier à Toronto, et que des inspecteurs américains avaient trouvé des manquements en juillet. «J'admets que nous avons fait une erreur», a dit Douglas Lindores, secrétaire général de la Croix Rouge, hier en conférence de presse. «Nous avons eu notre leçon.»

La ministre de la Santé Diane Marleau a reconnu la conformité du laboratoire torontois, après avoir pris connaissance en fin de semaine d'un rapport de fonctionnaires fédéraux. Toutefois la visite d'inspecteurs américains dans 16 autres centres de sang au Canada, d'ici la fin septembre, va sans doute mener à découvrir des problèmes similaires à ceux de Toronto, a ajouté M. Lindores.

Les experts de la Food and Drug Administration (FDA) avaient vérifié en juillet le laboratoire torontois et identifié 19 défauts dans ses méthodes de travail, y compris un étiquetage déficient. Après l'annonce de découvertes de la FDA, le ministère de la Santé canadien a inspecté à son tour. L'essentiel à retenir du rapport, a affirmé Mme Marleau, «c'est qu'en aucun moment la sécurité des Canadiens ou l'intégrité de l'approvisionnement en sang n'a couru de risque».

Alerte à la dioxine

Toronto (PC) — Les Canadiens pourraient avoir été exposés à des niveaux dangereux de dioxine, et le Canada doit donner «l'alerte à la dioxine», affirme un avocat spécialisé en environnement.

Paul Muldoon a déclaré lundi que les normes canadiennes d'exposition à la dioxine, un sous-produit des industries utilisant le chlore dans leurs procédés de fabrication, sont périlleuses et dangereuses.

M. Muldoon a demandé la ministre de l'Environnement Sheila Copps à «déclarer une alerte à la dioxine au Canada».

La dioxine est libérée lors de la combustion de déchets contenant du chlore, comme les produits du papier blanchi au chlore, les solvants employés dans le nettoyage des vêtements, de pesticides, certains plastiques ainsi que des biphenyles polychlorés, ou BPC. La dioxine est traitée dans la composition de l'arme chimique «Agent Orange».

Le rapport, rédigé pour le compte de l'organisation environnementale Greenpeace par le professeur John Webster de l'Université de Boston, va dans le même sens qu'une étude de l'Agence américaine de protection de l'environnement, qui doit être divulguée aujourd'hui.

Les deux documents concluent que toute exposition à la dioxine serait dangereuse, quel que soit le degré de concentration du produit.

Greenpeace affirme que les normes canadiennes d'exposition à la dioxine sont périlleuses car les études les plus récentes permettent de croire que ce produit chimique, dont on retrouve des traces dans de nombreux produits, allant du lait au poisson, serait beaucoup plus toxique qu'on le croyait.

Le Bureau de la statistique publie un «guide» pour personnes esseulées

ROLLANDE PARENT
PRESSE CANADIENNE

Une étude récente du Bureau de la statistique du Québec contient des données susceptibles d'intéresser fondamentalement les femmes et les hommes non mariés, de 25 à 49 ans, qui cherchent l'âme sœur.

L'étude indique de façon très détaillée dans quelles villes et régions administratives québécoises se trouvent le plus grand nombre d'hommes non mariés légalement comparativement aux femmes dans la même situation.

Comme il naît en moyenne au Québec 105 garçons pour 100 filles, les hommes de 25 à 49 ans demeurent plus nombreux que les femmes à ne pas être mariés légalement dans la plupart des municipalités.

Lotbinière arrive bonne première à ce chapitre dans la catégorie des 25-49 ans. On y trouve 154 hommes pour 100 femmes.

Pour 100 femmes «mariées» âgées de 25 à 49 ans, on en compte 151 dans la municipalité La Nouvelle Beauce (151), dans Charlevoix (150), et dans l'Islet, Pontiac et Les Etchemins (141).

Les hommes non mariés légalement et du même groupe d'âge sont également plus nombreux que les femmes dans la même situation dans

les Jardins-de-Napierville, les régions de la Minganie et de la Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent (133), dans Témiscamingue (132) le Haut-Saint-Laurent et Abitibi-Est (131).

Toutefois, quand on étudie la situation dans les grands centres, les hommes de 25 à 49 ans qui cherchent une épouse dans le même groupe d'âge demeurent plus nombreux mais dans une plus faible proportion.

A Montréal comme à Québec, on compte 103 hommes non mariés légalement pour 100 femmes dans la même situation. A Laval, ils sont 105 hommes pour 100 femmes. Par contre, à Sherbrooke, la situation est inversée. Pour 100 femmes il n'y a que 95 hommes.

Ce n'est que dans la strate des 50-64 ans que s'établit l'équilibre numérique entre les hommes et les femmes non mariés légalement en raison de la surmortalité masculine qui se produit à tous les âges.

La dernière publication du Bureau de la statistique du Québec met en lumière une hausse marquée du nombre de personnes vivant seules.

On note que les adultes vivant seuls sont plus souvent des hommes et que les personnes âgées seules sont plus souvent des femmes.

Au recensement de 1991, on comptait 650 355 personnes vivant seules (ou 25 % des ménages québécois). Cette proportion était de 12 % en 1971 et de quatre pour cent en 1951.

Chez les jeunes de 30 à 34 ans, les hommes sont plus nombreux que les femmes dans les ménages d'une personne. Dans cette strate, on compte 158 ménages masculins pour 100 féminins. Par contre, chez les personnes de 75 ans et plus, on ne trouve que 24 hommes vivant seuls pour 100 femmes.

Le veuvage beaucoup plus important chez les femmes demeure la principale explication de la forte différence que présentent les proportions des personnes âgées vivant seules.



Le premier ministre Jean Chrétien a rencontré hier à Ottawa le président polonais Lech Walesa. Le monde s'unit au lieu de se diviser, a dit M. Walesa.

En visite à Ottawa

Lech Walesa aime bien le Canada tel qu'il est

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Le Canada devrait rester tel qu'il est maintenant, libre et uni, a déclaré hier le président de la Pologne, M. Lech Walesa.

Invité à commenter l'éventualité de la souveraineté du Québec, M. Walesa a d'abord admis qu'il ne pouvait faire de commentaire officiel sur les affaires intérieures du Canada. Mais il ajoutait que personnellement, il estimait que le Canada est un pays excellent et qu'il devrait rester tel qu'il est.

Aujourd'hui le monde s'unit au lieu de se diviser, a-t-il dit. Le premier ministre Jean Chrétien, à ses côtés pendant la conférence de presse qui s'est déroulée en trois langues, a qualifié de merveilleuse la réponse improvisée de M. Walesa.

Le leader polonais venait d'avoir un court entretien avec M. Chrétien dans le cadre de sa visite de quatre jours.

Les deux hommes ont discuté des occasions d'affaires pour les Canadiens en Pologne, et de la volonté de la Pologne d'adhérer à l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN).

Le Canada appuie l'admission de la Pologne au sein de l'OTAN depuis déjà un certain temps, a rappelé M. Chrétien. «Quand la Pologne s'est séparée de l'Union soviétique, nous lui avons dit qu'un jour elle ferait partie de l'OTAN et nous avons à respecter notre engagement», a-t-il dit.

S'exprimant par le truchement d'un interprète, M. Walesa s'est montré heureux de l'appui du Canada et a dit espérer que d'autres pays lui emboîteraient le pas.

Invité à dire s'il estimait que la Russie devrait aussi être admise au sein de l'OTAN, M. Walesa a répondu que l'ancienne superpuissance devrait accepter de respecter les règles, comme n'importe quel autre membre.

MM. Chrétien et Walesa ont poursuivi leurs entretiens pendant le lunch.

Le Canada et la Pologne ont signé hier deux ententes, l'une portant sur des questions environnementales, l'autre sur une coopération au plan judiciaire dans des domaines comme les enquêtes et les poursuites au criminel.

Le gouvernement fédéral a aussi annoncé l'octroi d'une aide technique de 3,85 millions\$ pour la Pologne. Cette somme servira à financer un programme de formation d'entrepreneurs, à améliorer la gestion agricole et le commerce et à payer un programme d'échange pour les jeunes.

Les hauts et les bas de la démocratie montréalaise

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

droit aux 4804 femmes locataires échoue.

La démocratie montréalaise n'a pas toujours été accessible à tous. Oh! que non. Si aujourd'hui, les citoyens âgés de 18 ans et plus, de citoyenneté canadienne et domiciliés à Montréal depuis au moins un an au 1er septembre dernier, auront le droit de voter le 6 novembre prochain, il fut un temps où élire les membres du conseil municipal n'était l'affaire que de quelques-uns.

En 1833, alors que la première charte de Montréal entre en vigueur, seuls les hommes de 21 ans et plus et propriétaires immobiliers, sont appelés aux urnes. C'est l'époque du vote qui se fait oralement, sans qu'aucun contrôle d'identité ne s'effectue.

Les premières listes électorales apparaîtront en 1852. La même année, l'ensemble des électeurs élisent le maire qui était nommé jusque là par les membres du conseil.

Actuellement, les électeurs sont locataires à 73%; un poids électoral important. L'histoire de la démocratie montréalaise révèle toutefois que ce n'est qu'en 1860 que les locataires obtiendront le droit de vote qu'ils ont failli perdre en 1902. Il aura fallu l'intervention de Marie Lacoste Gérin-Lajoie, agissant au nom du Montreal Council of Women, pour que la tentative du conseil municipal de retirer ce

L'année 1889 est également marquante. D'abord, le vote secret est introduit (en vigueur depuis 1875 aux scrutins provinciaux), éliminant du coup une bonne part des problèmes ou gestes illégaux. Puis, les filles majeures ainsi que les veuves propriétaires peuvent désormais participer aux élections (les fonctionnaires municipaux n'auront, quant à eux, droit de vote que dix ans plus tard).

Il faudra toutefois patienter jusqu'aux élections de 1934 avant de voir le droit de vote élargi aux femmes mariées propriétaires, ainsi qu'à celles mariées sous le régime de la séparation de biens. Une première tentative en 1926 par le Montreal Women's Club avait fait chou blanc. Entre 1940 et 1960, le mode de scrutin est fort complexe (ce qui décourage d'ailleurs la participation électorale), établissant trois catégories de représentants des Montréalais, dont des gens nommés entre autres par des syndicats, des universités et des regroupements d'hommes d'affaires.

En 1978, le territoire montréalais est découpé en 54 districts, chacun représenté par un seul élu. Ce principe de carte électorale est toujours en vigueur aujourd'hui. Quant à la reconnaissance officielle des partis politiques municipaux, elle ne survient qu'en 1980.

• 1 cahier et 1 corrigé pour chaque niveau
• 1 manuel
• 1 guide

Pour le 1^{er} cycle du primaire

Ma première grammaire

Gilles Lemire et Jean-Claude Gaumond

Gilles Lemire
Jean-Claude Gaumond

LIBRAIRIE GUÉRIN UNIVERSITAIRE-UQAM
335, rue Sainte-Catherine Est
Montréal (Québec)
Tél.: (514) 284-2210 Télécopieur: (514) 284-1849

LIBRAIRIE GUÉRIN UNIVERSITAIRE ET COLLÉGIA
168-170, rue Sainte-Catherine Est
Montréal (Québec) H2X 1K9
Tél.: (514) 861-5647 Télécopieur: (514) 861-5307

LIBRAIRIE GUÉRIN (primaire et secondaire)
4560, rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2J 2L3
Tél.: (514) 849-1112 Télécopieur: (514) 849-6360

LIBRAIRIE GUÉRIN (manuels d'occasion)
4440, rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2J 2L1
Tél.: (514) 843-6241

LIBRAIRIE GUÉRIN (manuels et littérature)
Station Métro-Longueuil
Longueuil (Québec) J4K 2T4
Tél.: (514) 677-6525

guérin Montréal
Toronto

4501, rue Drolet
Montréal (Québec) H2T 2G2 Canada
Tél.: (514) 842-3481
Téléc.: (514) 842-4923

ROBIC
DEPUIS 1892
AGENTS DE BREVETS ET MARQUES
PROTECTION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

LEGER ROBIC RICHARD
AVOCATS

55, ST-JACQUES, MONTRÉAL, QUÉBEC H2Y 3K2
Fax: (514) 945-7274 Tél.: (514) 945-7274
La maîtrise des intangibles

LE DEVOIR

LES SPORTS

EN BREF

RETOUR D'AGASSI
DANS LES 10 AS

À la faveur de sa victoire à l'US Open, l'Américain André Agassi, qui avait été éliminé l'an dernier dès le premier tour, fait son retour parmi les dix meilleurs joueurs mondiaux au classement de l'ATP Tour publié lundi. Bondissant de la 20^e à la 9^e place, il retrouve ainsi un statut qu'il avait perdu l'année dernière après les Internationaux de France alors qu'il figurait parmi les dix meilleurs mondiaux depuis cinq ans et avait été classé 3^e en 1988. Son adversaire malheureux en finale, l'Allemand Michael Stich, double pour sa part le Croate Goran Ivanisevic et l'Espagnol Sergi Bruguera pour passer de la 4^e à la 2^e place. Demi-finaliste, l'Américain Todd Martin progresse quant à lui de la 9^e à la 6^e place pour obtenir le meilleur classement de sa carrière. Également demi-finaliste, pour la première fois de sa déjà longue carrière dans un tournoi du Grand Chelem, le Tchèque Karel Novacek fait beaucoup mieux avec un gain de... 26 places qui lui permet d'être classé 30^e.

SANCHEZ S'APPROCHE
DE GRAF

L'Espagnole Arantxa Sanchez s'est rapprochée, grâce à sa victoire dans l'US Open, de l'Allemande Steffi Graf au dernier classement WTA, publié lundi. La n° 1 mondiale maintient cependant une avance sensible. Le classement des cinq premières est resté inchangé par rapport à la semaine précédente Flushing Meadow. À noter parmi les dix premières la progression de la Tchèque Jana Novotna de la huitième à la sixième place.

DÉCOUVRIR
LE TENNIS INTÉRIEUR

Les amateurs de tennis qui pleurent la fin de l'été seront heureux d'apprendre que, du 14 au 18 septembre inclusivement, la Fédération québécoise de tennis et l'Association des clubs de tennis intérieur du Québec (ACTIQ) les inviteront à venir découvrir le tennis intérieur en participant à la première édition des Jours de tennis en salle. Une foule d'activités a été mise sur pied par la majorité des 30 clubs de tennis intérieur membres de la Fédération québécoise de tennis. L'ACTIQ, de concert avec ses clubs membres, offre, entre autres, une heure de tennis gratuite aux adeptes de tennis. De plus, les personnes qui auront bénéficiées de cette promotion auront la chance de remporter un abonnement gratuit dans le club membre de l'ACTIQ de leur choix. Dans le cadre de l'Année internationale de la famille, la journée du 18 septembre sera consacrée à la rencontre de mini-tennis Balle d'Or et réunira les personnes de plus de 50 ans et les enfants de moins de 12 ans. «Coincitant avec la fin de la saison estivale, les Jours de tennis en salle feront découvrir la pratique du tennis intérieur à un grand nombre de personnes de tout âge, a révélé Réjean Genois, président de la Fédération québécoise de tennis. Près de 3,5 millions de gens s'adonnent au tennis à travers le Canada, de ce nombre, plus de 500 000 proviennent du Québec. Plus il y aura d'adeptes, plus les chances sont grandes qu'une joueuse ou un joueur québécois atteigne les plus hauts sommets.»

Internationaux de tennis des États-Unis à Flushing Meadow

Agassi, la mort du fantôme

ALAN PAGE
ASSOCIATED PRESS

New York — Il y a un lieu commun que démentent tous les champions sportifs au moment du sacre tant attendu: «Ce titre représente pour moi la réalisation d'un rêve».

Dimanche à New York, entouré du brouhaha le plus indiscretible et de sa suite nombreuse, André Agassi n'a pas failli à la tradition après sa victoire 6-1, 7-6 (7-5) et 7-5 sur Michael Stich en finale des Internationaux des États-Unis.

Mais sa déclaration a traduit également les sentiments du public.

Pendant longtemps, Agassi a donné un image fulgurante mais fugitive de lui-même. Il était une tâche de couleur vive dans la grisaille du tableau masculin, un être évanescant et comme trop pressé. On ne savait plus si la victoire lui échappait parce qu'il manquait de

patience, de souffle, ou d'ambition. Un peu de tout cela sans doute.

Exceptionnel, son talent faisait l'unanimité. Mais Agassi lui-même paraissait si peu convaincu de son propre génie, avait l'air de se considérer si peu digne d'en récolter les fruits, qu'il lui arrivait d'offrir la victoire à l'adversaire sur un plateau, en s'inclinant comme un gentil groom d'hôtel rendant service. On aurait dit qu'il craignait la consécration comme un alourdissement de son être, comme une charge, comme une vie d'adulte qu'il faudrait enfin assumer.

En dehors d'une glorieuse quinzième londonienne en 1992, exception qui confirmait la règle, les grands tournois lui glissèrent des mains les uns après les autres comme l'argent qui brûle les doigts du flambeur-né.

Si Agassi n'a rien perdu de sa vélocité de déplacement, il a abandonné, le temps de ce tournoi béni d'un

temps clair et clément, la légèreté d'esprit qui le perdait si souvent par le passé. Cette nouvelle gravité est-elle faite pour durer? On ne jurera de rien. Il n'empêche: pour les observateurs à Flushing Meadow, ce fut comme si le champion prenait corps sous leurs yeux, comme si le fantôme d'Agassi traversait le miroir pour les rejoindre dans le monde réel des destins vécus. André Agassi était enfin pleinement présent, tendu vers son but, un champion sportif et rien d'autre.

Cela ne signifie pas qu'il s'est banalisé. Agassi reste une star et il était accompagné en conférence de presse par sa copine vedette de l'année en cours, la comédienne Brooke Shields. Habillée très country club en blazer bleu et chemisier blanc, portant des jeans d'un chic étudié, Brook évoqua pour nous avec une pudeur de bon aloi, son amour pour l'être exceptionnel qu'est André.

En écoutant la demoiselle délicieusement rétro au prénom asexué, il nous revenait en mémoire ses déclarations d'intentions amoureuses d'il y a quelques années. Pour l'étudiante de la faculté de Princeton, il était question d'un célibat complet assumé jusqu'au mariage. Brooke et André ont-ils traversé le miroir ensemble?

Après de Brad Gilbert, son entraîneur depuis le mois de mars, et être diamétralement opposé à l'irréelle Brooke, Agassi a sûrement prit une leçon de réalisme. Joueur encore en exercice, auteur du livre *Winning Ugly*, Gilbert est un renard des courts. À l'écouter, l'inventivité, les réflexes éclairés, la coordination physique et la frappe merveilleusement spontanée d'Agassi furent mal exploitées.

«André a été naïf», déclara-t-il.

Alors un ange est passé, sans doute le fantôme de l'Agassi ancien...

Formule Indy

Villeneuve s'approche de la F1

RICHARD MILO
PRESSE CANADIENNE

Deuxième à Indianapolis, premier à Elkhart Lake. Tout en approchant la Formule Indy, Jacques Villeneuve se rapproche de la Formule 1.

«On ne doit jamais fermer les yeux sur quoi que ce soit, a-t-il dit lors d'un appel-conférence, hier. Toutes les options sont ouvertes. Il n'y a pas de moment idéal pour faire le saut.»

Dimanche, Villeneuve a remporté sa première victoire en Formule Indy au terme d'une course spectaculaire. Troisième derrière le meneur des 35 premiers passages, il a effectué une brillante manœuvre en doublant Paul Tracy par la droite à la suite d'une neutralisation au 34^e tour.

«C'était une manœuvre audacieuse mais calculée», a-t-il indiqué.

Villeneuve totalise maintenant 74 points pour occuper la septième place au classement

des pilotes, à neuf points de la sixième place que détient le Britannique Nigel Mansell.

«Je suis très satisfait de ma saison. Au début, on espérait finir dans les 10 premiers. Je savais cependant qu'en fin de saison, on pourrait se battre avec eux.»

«Je me sentais capable de gagner même si je savais que ce serait difficile. Je savais aussi que la piste de Elkhart Lake était la meilleure place pour moi. C'est une piste qui me plaît.»

Villeneuve, qui est un sérieux candidat au titre de recrue de l'année, a mené lors des 15 derniers tours pour devancer Al Unser Jr. Tracy, lui, a abandonné au 44^e tour.

«Je ne voulais pas que Unser Jr me double. Je me suis concentré pour ne pas faire d'erreurs.»

Après avoir franchi la ligne d'arrivée, il a manqué de carburant.

«On a toujours une marge de deux pour cent mais il n'y avait presque plus rien dans l'auto...»

Formule 1

Damon Hill à la relance

AGENCE FRANCE-PRESSE

Monza (AFP) — La Scuderia a échoué sur ses terres. En dépit d'une débauche d'efforts et d'une préparation minutieuse sur le circuit de Monza la semaine précédente le Grand Prix d'Italie, Ferrari n'a pas su tirer davantage une nouvelle fois de la situation.

Le Britannique Damon Hill (Williams-Renault Elf) en a profité pour s'imposer au grand désespoir de Michael Schumacher (Benetton-Ford), suspendu pour deux Grand Prix (GP d'Italie à Monza et GP du Portugal à Estoril dans quinze jours) et qui a vu à la télévision son avance au Championnat du monde de Formule 1 fondre considérablement.

Dès les essais, le directeur de Renault Sport, Bernard Dudot, se montrait d'ailleurs confiant. «Compte-tenu de tous les essais effectués ici par la Scuderia, je pensais que nous serions distancés. Or, quelques dixièmes seulement nous séparent des Ferrari. Cela est plutôt réconfortant dans l'optique de la course», remarquait-il. Dudot ne se trompait pas.

Certes, les premiers tours de Jean Alesi entretinrent l'illusion. Avec deux arrêts ravitaillément cependant, le pari du Français était risqué. Alesi ne le saura jamais. Pour la quatrième fois consécutive, sa Ferrari le laissa en chemin, à la plus grande colère du pilote français de plus en plus excédé par la malchance qui s'acharne sur lui. A tel point que si Alesi n'avait pas répété la veille qu'il resterait quoi qu'il arrive chez Ferrari l'an prochain, on pourrait s'interroger sur l'avenir de Français.

«Williams-Renault plus fort»

Pour Gerhard Berger, en revanche, les Ferrari n'étaient pas de taille à lutter avec les Williams-Renault Elf. «En course, nous ne sommes pas encore à leur niveau, disait l'Autrichien. Battre Williams-Renault en qualifications d'accord. Mais le dimanche, elles sont trop fortes. Il va nous falloir encore travailler très dur.»

Dès cette semaine, Ferrari sera à Barcelone pour une série d'essais. Et si le directeur de la Scuderia promet «une Ferrari victorieuse d'ici la fin

de la saison», il semble pourtant que les Williams-Renault Elf resteront la référence... en l'absence de Michael Schumacher (Benetton-Ford).

Damon Hill, victorieux à Monza, paraît donc bien parti pour relancer l'intérêt du Championnat et transformer les trois derniers Grands Prix (Jerez, Suzuka et Adelaïde) en un duel incertain. Au chômage forcé à Monza et à Estoril, Schumacher peut nourrir quelques craintes, commencer à douter alors que, début août, une voie royale s'offrait à lui vers un premier titre mondial.

Son rival britannique n'a pas laissé échapper le succès en Italie et, nul doute que sur le tracé portugais, Hill sera le mieux placé pour s'imposer. Onze points seulement séparent aujourd'hui le Britannique de Michael Schumacher. À Estoril, dans le cas d'une nouvelle victoire, sa cinquième de la saison, Damon Hill ne compterait plus qu'un seul petit point de retard. Autant dire rien.

Dimanche, en voyant la Williams franchir la ligne d'arrivée, Schumacher a dû regretter encore plus amèrement le «drapeau noir» ignoré de Silverstone...

L N F

30 millions
aux joueurs

Washington (AP) — Le Comité national du travail des États-Unis a accordé hier la somme record de 30 millions \$ aux joueurs de la NFL à la suite de leur grève de 24 jours en 1987.

«Cette somme représente un record de paye rétroactive dans l'histoire du comité», a confié un porte-parole de l'organisme. On fournira tous les détails de l'entente aujourd'hui lors d'une conférence de presse.

L'Association des joueurs de la NFL avait déposé une plainte contre les propriétaires qui avaient empêché certains joueurs de revenir au jeu comme ils le souhaitaient.

Les dirigeants de la ligue avaient empêché plusieurs joueurs de reprendre le collier pour les matches des 18 et 19 octobre après qu'on eut réglé le conflit de travail. L'Association des joueurs réclamait pour ses membres les salaires perdus au cours de cette semaine. Le comité national lui a donné raison.

Toronto 4, Montréal 2

Les Leafs
ont vu
rouge!FRANÇOIS LEMENU
PRESSE CANADIENNE

En cette soirée où la carte électorale du Québec a viré au bleu, les Maple Leafs de Toronto ont vu rouge tellement il y a eu de chandails du Tricolore dans leur territoire tout au long de la soirée. Mais de solides performances des gardiens Eric Fichaud, surtout, et Félix Potvin ont permis aux hommes de Pat Burns de vaincre le Canadien 4-2, hier soir, dans un match préparatoire présenté au Gardens.

Le Canadien a livré un bon match en attaque en dirigeant 40 lancers au filet des Leafs. Fichaud et Potvin ont toutefois fermé la porte au Tricolore alors que seuls Paul DiPietro et John LeClair ont réussi à marquer.

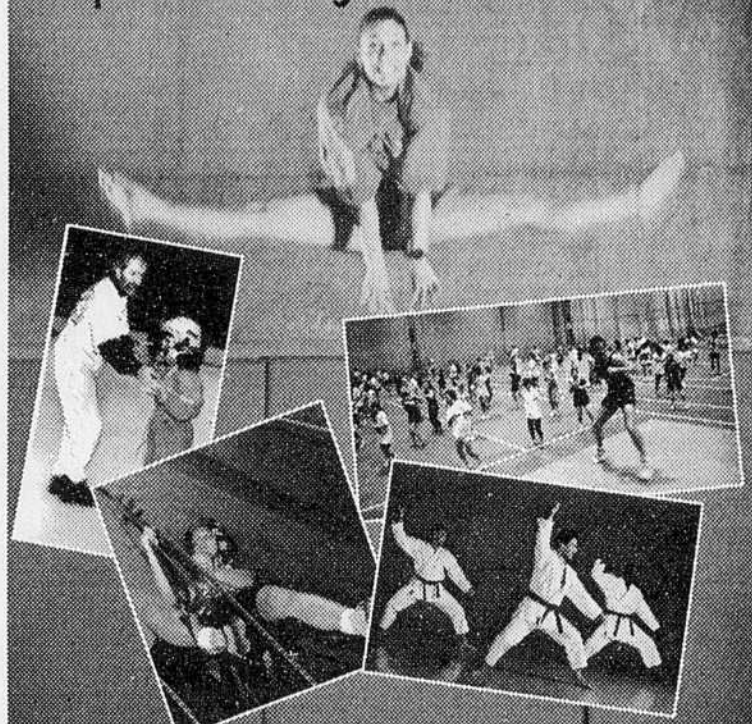
Dans cette défaite, il faut noter le jeu de Robert Guillet qui a amassé deux aides. Le jeune ailier droit avait également participé à un but, la veille.

Ron Tugnutt a aussi bien fait en réalisant de beaux arrêts alors qu'il a souvent été abandonné par ses coéquipiers. Il a d'ailleurs stoppé David Sacco lors d'un tir de pénalité en deuxième période.

Mike Gartner, Nicolaï Borschevsky, Stewart Gavin et Mike Ridley ont marqué les buts des Leafs. Mike Gartner et Nicolaï Borschevsky ont déjoué Tugnutt.

Le jeune Eric Fichaud défendait le filet des Leafs en début de match. Félix Potvin l'a remplacé à mi-chemin de la rencontre mais pas avant qu'il ait créé une très belle impression auprès du public torontois. Fichaud n'a accusé qu'un seul but en 27 lancers. Il a d'ailleurs reçu une belle ovation après avoir réalisé plusieurs arrêts spectaculaires durant un désavantage numérique.

«Je m'intègre progressivement à l'équipe», a déclaré Fichaud avant la rencontre. J'ai encore de la difficulté à communiquer en anglais», a ajouté le premier choix des Leafs au dernier repêchage.

De l'action
pour tous les goûts au... CEPSUM!

♦ Carte de membre disponible
♦ Inscription aux activités:

NON-MEMBRES

14 septembre de 18 h à 19 h 30
15 septembre de 12 h à 19 h

A compter du 16 septembre: 9 h à 19 h

INFORMATION: 343-6150

CEPSUM

2 100, boul. Édouard-Montpetit
Édouard-Montpetit



Université de Montréal
Service aux étudiants
Service des sports

NOS CHOIX À LA TÉLÉ

LE MATCH DE LA VIE

Une fois l'engouement initial passé, qu'il y a-t-il à dire sur les casinos?

Aussi un reportage sur l'organisation des cuisines sur un cargo.
TVA, 20h

À TOUT PRIX

Il y a le casino mais il y a aussi... l'Oratoire Saint-Joseph, qui reste, bon an mal an, l'institution touristique la plus populaire en ville. Marie-Claude Lavallée présente également un reportage sur le rêve par la poste, sur ces chèques que l'on reçoit parfois, à notre nom, au montant d'un million. Mieux vaut y regarder à

deux fois! Et un reportage sur le transport scolaire.
Radio-Canada, 21h

LE CHOC DU PRÉSENT

Lancement de la nouvelle émission d'affaires publiques de Radio-Québec. Isabelle Maréchal anime. Peut-être pour se défaire d'une image trop austère, le télédiffuseur a choisi, comme premier thème, le sexe. Mais comme l'on verra, il y a des choses drôles mais aussi d'autres qui le sont moins dans le merveilleux monde du sexe.

Radio-Québec, 21h
Paule des Rivières

LA TÉLÉVISION DU MARDI EN UN CLIN D'OEIL

RESEAU	CF	VD	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	24h00
RC	2	4	4	Ce soir	Les contes d'Avonlea	L'or et le papier	Le Téléjournal	A tout prix	Le point / sport / météo	Découverte					
TVA	10	7	7	Le TVA	Piment fort	Sous le signe du faucon	Le match de la vie	Maria des eaux vives	Ad Lib	Le TVA, éd. réseau					
TQS	35	5	5	La guerre des clans	Sonia Benezra	L'épicerie en folie-métro	Cinéma: Rien ne sert d'oublier—Am. 92	Détecteurs de mensonges	Le Grand Journal	Sports plus					
RQ	17	8	8	Passe-Partout	Téléservice	Montagne	Bergerac	On aura tout vu!	Plaisir de lire	Téléservice					
TV5	15	15	15	Des chiffres et des lettres	Gourmandise	Journal de F2	Temps présent	Paris lumières	Taratata	Le soir 3	Visions d'Amérique	23h15 / Temps présent			
CBC	6	13	13	Newswatch	Our Stories	The Health Show	Contact with Hana	The Summer of '45	CBC Prime Time News	Newswatch	Ear to The Ground	WKRP in Cincinnati			
CTV	12	11	11	Pulse	Entertainment Tonight	Meeting The Crisis	Frasier	Roseanne	The John Larroquette	You Be The Doctor	News	Pulse	Picket Fences		
CBS	3	3	3	News	News	News	Rescue 911	Cinéma: Internal Affairs—Am. 90	Avec Richard Gere et Andy Garcia	News	Late Show with David Letterman				
NBC	5	16	16	News	News	Jeopardy!	Wheel of Fortune	Cinéma: Wayne's World—Am. 92	Avec Mike Myers et Dana Carvey	Dateline NBC	News	The Tonight Show			
ABC	22	22	22	News	News	Star Trek: The Next Generation	Full House	On Our Own	Roseanne	Ellen	She TV	News	Nightline	Commercial Programs	
PBS	57	27	14	ITN World News	The Nightly Business...	The MacNeil/Lehrer Newshour	Media Television	The World's Fastest Trains	I Musici Plays Viviani's Four Seasons (22h15)	Eastenders	America with D. Wholey	Lifeline			
PBS	33	14	27	The MacNeil/Lehrer Newshour	The Nightly Business...	Computer Chronicles	The Hermitage: A Russian Odyssey	MGM: When The Lion Roars (3e/3)							
MUSIQUE PLUS	20	20	20	Musique vidéo (17h30)	Cinémaclip (18h45)	Flashback	Musique vidéo	Perfecto							
MUCH MUSIC	26			19h / Fax		Spotlight: Boyz II Men	Much 10: Public Images	Vidéoflow							

LE DEVOIR

CULTURE

TÉLÉVISION

Le numéro deux de la SRC est enfin nommé

Le directeur général des programmes, Charles Ohayon, vient du secteur privé

PAULE DES RIVIÈRES
LE DEVOIR

C'est un producteur très actif dans le milieu de la télévision, M. Charles Ohayon, qui deviendra, à compter du premier octobre prochain, directeur général des programmes de la télévision de Radio-Canada. Le télédiffuseur est donc allé chercher quelqu'un à l'extérieur, qui connaît bien l'industrie privée.

M. Ohayon occupera le poste devenu vacant lorsque Mme Michèle Fortin a accédé, en juin dernier, à la vice-présidence de la télévision française.

«La solide expérience de M. Ohayon dans le domaine de la production, ses connaissances de l'industrie de la télévision et son expertise en gestion seront des atouts précieux pour la direction générale des programmes en cette période déterminante pour la télévision publique», a souligné Mme Fortin, hier, en annonçant l'arrivée de M. Ohayon.

Ce dernier est actionnaire de Films 24 inc., qui se spécialise dans la production de films publicitaires. Il a travaillé beaucoup également avec sa filiale, Cléo 24 inc., qui a produit plusieurs séries et téléromans, dont le très populaire *Chambres en ville*, la série *Flash-Varicelle*, *Une nuit à l'école*, *Les Marchands du silence*.

La direction est allée chercher un producteur de grande expérience mais également un négociateur qui, parce qu'il a travaillé avec plusieurs ministères ainsi qu'avec Téléfilm, l'Office national du film et la Société générale des industries culturelles, connaît bien le milieu du cinéma et de la télévision. A une période où la société est appelée à faire plus avec moins (de sous), l'arrivée d'un hom-

me qui connaît l'industrie et ses gens peut être un atout précieux.

Depuis trois ans, M. Ohayon est vice-président, section télévision, de l'Académie canadienne du cinéma et de la télévision. Il est chargé, à ce titre, de la production du Gala des Prix Gémeaux et de toutes les négociations sur le financement de l'événement.

La vice-présidente de Radio-Canada a également précisé hier qu'elle entendait «participer activement à la définition des orientations de la programmation». Les années qui viennent seront d'ailleurs bien remplies pour Radio-Canada. Il y aura, entre autres, la présentation des Olympiques d'Atlanta, en 1996, et le remplacement des grandes séries *Les Filles de Caleb* et *Blanche*. Pour faire mieux, ou simplement aussi bien, il faudra déployer beaucoup d'imagination et... beaucoup d'argent.

M. Claude Bédard, directeur de la grille à la Société, assume les fonctions de directeur des programmes jusqu'à l'arrivée de M. Ohayon.

Radio-Canada a également annoncé la nomination de M. Robert Nadeau au poste de chef des communications au nouveau réseau d'information continue de la Société (RDI), qui sera lancé le premier janvier prochain.

M. Nadeau faisait partie du comité de direction de Radio-Canada à Moncton, où il était chef régional des communications pour les provinces de l'Atlantique. Ce poste, qu'il a occupé deux ans, l'a amené à coordonner la production de la publicité à la radio, à la télévision et dans les publications écrites et à gérer personnel et budget. M. Nadeau possède d'une connaissance approfondie des régions.

ARTS VISUELS

Le Paradis retrouvé

Le MBAM sous le signe de l'Europe symboliste l'été prochain

STÉPHANE
BAILLARGEON
LE DEVOIR

Le Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) amorce le dernier virage qui doit mener à la présentation d'une mega-exposition intitulée *Paradis perdus: l'Europe symboliste*. Ce «block-buster», présenté du 8 juin au 15 octobre 1995, va permettre de réviser de fond en comble la lecture de ce mouvement qui a connu ses heures de gloire pendant la dernière décennie du XIX^e siècle. L'exposition s'annonce comme l'événement majeur de l'année prochaine dans le monde muséal canadien.

Paradis perdus: l'Europe symboliste va réunir environ 450 toiles, dessins et œuvres sur papier, plus de cent photos, une quarantaine de livres d'art, mais aussi des films, des sculptures et des documents d'époque. Des établissements muséaux et des collectionneurs privés de 17 pays vont prêter leurs trésors au MBAM. On y retrouvera aussi bien des œuvres de Gustave Moreau que de Maurice Denis, Edvard Munch, Rodin, Fernand Khnopff, Odilon Redon ou Gustave Moreau, que des références aux créations et aux influences de Wagner, Nietzsche, Mallarmé, Spengler, Baudelaire ou Debussy.

«Avec tout cela, nous tenterons de montrer l'éclatement dans le temps et l'espace de ce mouvement: plutôt que de s'appuyer sur un ordre chronologique ou une logique nationale, notre travail veut démontrer que les idées symbolistes ont traversé les frontières de toute l'Europe, et qu'elles se sont manifestées dans toutes les formes d'expression, de la poésie à la musique, de la peinture à la sculpture», expliquait hier midi, Guy Cogeval, conservateur du Musée national des monuments français, membre du comité scientifique de l'exposition.

M. Cogeval était en compagnie des trois autres membres du comité scientifique de l'expo, soit Constance Naubert-Riser, professeur d'histoire de l'art à l'Université de Montréal, Rosalind Peppall, conservatrice des arts décoratifs canadiens au MBAM, et Ulrich Pöhmman, directeur et conservateur du Fotomuseum im Münchener Stadtmuseum.

Il ne manquait que Jean Clair, directeur du Musée national Picasso à Paris, qui assure le commissariat général de l'Europe symboliste et dirige cet impressionnant «comité scientifique». M. Clair a déjà agi comme commissaire pour la célèbre exposition *Les années vingt: l'âge des mé-*



PHOTO ARTHOTHEK
L'amour des âmes, peinture sur toile de Jean Delville.

poles, présentée en 1991 au MBA. Il a dû annuler sa visite à Montréal in extremis.

Cette impressionnante brochette de spécialistes a retenu quatre thèmes récurrents pour tracer le portrait du mouvement symboliste: «Le crépuscule de la culture», «L'agonie du moi», «Les cycles de la vie» et «Vers un homme nouveau». Ces larges balises permettront de suivre l'évolution de la pensée symboliste, notamment son exploration de l'inconscient, sa fascination pour les aberrations de la biologie, sa hantise de la mort, son fort sentiment d'un monde déchu, sa quête des origines et sa fascination pour l'irrationnel, l'ésotérisme et la mythologie primitive.

L'exposition va aussi permettre de mettre en valeur l'importance des symbolistes dans l'histoire de l'art moderne, par exemple en montrant comment ces artistes ont commencé à se concentrer sur le pouvoir expressif de la couleur, du trait, et de la forme dans leur quête de nouvelles orientations qui ont finalement mené à l'art abstrait. «On retrouve aussi une forte parenté dans un certain cinéma, rappelle encore hier M. Cogeval. Le *Vertigo* de Hitchcock est tout à fait dans cette lignée.»

La dernière grande rétrospective consacrée à ce mouvement a été présentée au Grand-Palais de Paris, en 1976. Le budget de *Paradis perdus: l'Europe symboliste* est d'environ 3,5 millions de dollars. Le MBA est présentement en pourparlers avec deux importants musées de l'étranger qui pourraient à leur tour présenter l'exposition.

ROBERT LÉVESQUE
LE DEVOIR

Qu'est-ce qu'il se passe-t-il au Théâtre du Nouveau Monde? La question se pose de plus en plus chez les journalistes et les abonnés, et les employés de scène la posaient publiquement hier dans un communiqué parvenu aux rédactions. Elle se pose assez dramatiquement puisque rien ne semble bouger du côté de la direction du théâtre alors qu'il ne reste plus qu'une dizaine de jours au-delà desquels (le 23 septembre) l'ouverture de la saison ne pourra pas avoir lieu tel que prévu le 4 octobre avec le *Dandin* de Molière.

Les techniciens de scène, membres de l'IATSE (affiliée à la FTQ), lançaient un cri d'alarme, hier, affirmant sous la plume de leur représentant, Paul Béland, que le syndicat est très inquiet de constater

que la direction du TNM semble prête à mettre en péril la reprise des activités de cette institution nationale, plutôt que de négocier raisonnablement avec ses employés.

Les techniciens de scène sont sans contrat de travail depuis 10 mois. Au printemps, les négociations entre les parties échouaient après sept rencontres et passaient au stade de la conciliation (quatre rencontres). Les techniciens faisaient savoir que les demandes du TNM étaient «parfaitement abusives» et le style de négociation «intransigeant». Le TNM veut ramener ses techniciens de scène au niveau salarial qui existe à la Place des Arts, et imposer un décloisonnement des fonctions, ce qui voudrait dire une baisse des revenus des techniciens.

Depuis l'été plus personne n'a bougé de part et d'autre. Le conflit est demeuré plus de trois mois et

demi au point mort.

Or, la saison approche et ce ne sera qu'en bout de ligne, dans les dernières heures sans doute, que le conflit pourra débloquer ou définitivement dérailler.

Lorraine Pintel, directrice artistique et générale du TNM, rejointe hier, ne voulait pas dire pourquoi le TNM n'a pas encore provoqué de rencontres, et elle se contentait de dire qu'«il est trop tôt pour que je parle». Elle admet que la date butoir est le 23 septembre, si l'on veut que la saison ouvre dans la salle de la rue Sainte-Catherine, mais elle n'affiche aucune lueur de panique. On la dit très ferme dans ses positions, déterminée à sauver la saison mais pas au prix d'un recul de sa part face aux syndicats (en plus des techniciens, il y a les employés de l'accueil et de la billetterie). Elle campe sur ses positions.

Pour Lorraine Pintel, «la balle est dans le camp des techniciens». Ce serait à eux de bouger. «On ne peut pas faire les premiers pas, dit-elle, et on veut savoir s'ils ont une dose de bonne volonté, dit-elle aussi, parce que l'important est de travailler avec des gens qui croient au TNM. Ils sont compétents, on a besoin d'eux, mais il va falloir qu'ils démontrent leur volonté de régler comme on le demande et de ne pas entretenir le conflit.»

Que va-t-il arriver? Pintel affirme: «Ça devrait débloquer cette semaine». Le conciliateur devrait appeler les parties.

Par ailleurs, Lorraine Pintel a désigné plusieurs fois du mot de «tract» le communiqué de presse émis hier par les techniciens de l'IATSE. Elle semble croire que ce syndicat a fait du harcèlement sa méthode de négociation. Les choses regardent mal, comme on dit, au TNM.

THÉÂTRE

La politique de la page 17

CLAUDE OU LES DÉSARROIS AMOUREUX

Une pièce de Pierre-Yves Lemieux.

Mise en scène de Martin Faucher.

Décor de David Gaucher. Costumes

de François Barbeau. Éclairages de

Michel Beaulieu. Avec Hélène Mercier

(Claude), Catherine Lachance

(Claude, enfant), Antoine Durand

(Simon), Benoît Langlais (Simon,

enfant), Sylvie Gosselin (Suzanne),

Anne-Claude Chénier (Suzanne, en-

fant) et Benoît Girard (le père). À la

Compagnie Jean-Duceppe.

ROBERT LÉVESQUE
LE DEVOIR

Curieux parcours que celui de Pierre-Yves Lemieux qui, dans une petite compagnie (l'Opis) qui fréquente le répertoire depuis 10 ans pour y faire ses propres marques, s'étant colleté avec des bonheurs plus ou moins grands — mais une curiosité intacte — avec Goldoni, Shakespeare, Tchekhov, Marivaux, plonge tête première dans un théâtre des plus simplistes, comme s'il avait oublié, ou laissé à la maison, ou renié, ce qu'il a pu apprendre de précieux chez ceux-là.

Avec ce *Claude* qui devrait être le premier volet d'une trilogie, Lemieux a donné à la Compagnie Jean-Duceppe un produit maison, une pièce sur mesure, du prêt-à-jouer, et l'on pourrait croire que le produit répond à une commande précise tant la chose semble répondre en tout point aux attentes «supposées» du public de cette compagnie.

Mais ce n'est pas une commande! L'auteur s'est expliqué en quelques entrevues pour dire des choses aussi inquiétantes que «je voulais écrire une pièce pour 30 000 personnes» et «j'ai assez fréquenté ce public-là pour connaître ce qu'il veut», et il a devancé la demande lorsqu'il est allé porter au directeur artistique son premier volet!

D'un jeune homme qui n'a jusqu'à maintenant qu'écrit «à la manière de», complétant un vaudeville de



Hélène Mercier dans le rôle titre de la pièce de Pierre-Yves Lemieux, *Claude ou les désarrois amoureux*.

Feydeau, refaisant le plan d'un *Platonov*, ou tricotant avec humour dans le *Roméo* de Shakespeare, il n'est pas surprenant, vous me direz, de voir qu'à son premier texte original pour une compagnie populaire toutes les influences du sous-genre se soient entrecroisées sur son manuscrit, en tout cas dans son entreprise. Parce qu'il s'agit d'une «entreprise» que ce

Claude, beaucoup plus que d'une oeuvre théâtrale qui se bâtit. On n'y sent aucune originalité d'écriture ou profondeur de vue, il n'y a aucune authenticité dans ce monde superficiellement saisi, mais on y reconnaît les trucs du genre, l'émotion appuyée, la ligne qui fait rire, le message à passer et le conservatisme de la forme.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE TORONTO

La sobriété a finalement bien meilleur goût

ODILE TREMBLAY
ENVOYÉE DU DEVOIR
À TORONTO

La scène se déroule au traditionnel barbecue du Centre Canadien du film où toute l'industrie du cinéma, créateurs et financiers confondus, fait patiemment la queue pour un hamburger calciné et rabougri. Bon an, mal an, chaque premier dimanche du festival cinématographique de Toronto, le bain de contacts est de rigueur dans le décor champêtre de Windfield et des transactions se concluent à l'heure du déjeuner sur l'herbe. «Bider ou ne pas bider», là est la question. A Toronto encore plus qu'ailleurs, le cinéma semble se confondre avec le mot business. Dieu merci, il reste des artistes. D'ailleurs, à une table du pique-nique, le cinéaste Mikhalkov répond pour la énième fois à la question: «Pourquoi n'avez-vous pas quitté la Russie communiste comme votre frère Konchalovsky pour aller faire des films ailleurs?» Et lui d'évoquer le chez soi, le patriotisme, en se cherchant des appuis, des exemples: «Est-ce qu'on demande à Louis Malle pourquoi il reste en France?» Mais en le disant, il rougit, se ravise. Louis Malle: mauvais exemple. Lui qui vit la moitié du temps aux États-Unis, qui tourne son *Damage* en Angleterre, qui nous livre au festival son film américain, d'après une pié-

ce de Tchekhov. Y a-t-il plus international que Louis Malle? Mikhalkov en convient, admet que les nationalistes ne sont plus ce qu'ils étaient. Et que le cinéma transcende désormais bien des frontières.

On espérait Louis Malle cette semaine au festival, mais il s'est décommandé (comme Chabrol). Hier matin, était quand même présenté *Vanya on 42nd street*, l'adaptation par Louis Malle de la pièce de Tchekhov *Oncle Vania*, revampée à New York par le metteur en scène David Mamet. Ceux qui s'attendaient à une vraie transposition du théâtre à l'écran, presque à une œuvre sur l'œuvre furent surpris. Malle a filmé la pièce en train de se jouer, et l'a même filmée de très près, collé aux visages des comédiens, sans presque l'appui du décor.

Au départ, on voit les acteurs pénétrer un magnifique théâtre en ruines, puis ils se mettent à parler, deviennent sans prévenir les personnages de Tchekhov. C'est parti. Ce qui au début semble être un lourd théâtre filmé collé aux planches, par la magie d'un exceptionnel jeu d'acteurs, par la caméra à l'épaule qui bouge avec les mouvements, les expressions des interprètes, soudain l'auditoire est captivé.

L'univers de Tchekhov n'a pas vieilli, toutes les figures déçues de son théâtre d'ombres, à l'heure où les illusions s'écroulent, paraît

contemporain de nos apocalypses. Louis Malle pose sur la pièce et sur les acteurs un regard de respect et d'intimité, qui met l'art à nu sans le travestir. D'où ce film exigeant, collé au théâtre, presque anti-cinématographique, mais puissamment intense.

Public secouru

On n'avait pas vu beaucoup de films de femmes jusqu'à maintenant, surtout lors des projections de galas. Mais voici que le premier long métrage d'une Britannique est venu secourir le public. D'autant plus qu'il s'agit d'un thriller bien ficelé, sans temps morts et rebondissant comme une balle. *Captives* d'Angela Pope met en scène une jeune et belle dentiste héritant du délicat contrat d'aller à mi temps soigner les prisonniers d'une prison à sécurité maximale. Parmi cette faune assoiffée de violence et de sexe, s'en trouve un qui plaît à la dame, avec les noires conséquences qui s'en suivent. Cet irrésistible détenu est interprété par Tim Roth, l'inquiet braqueur de banque de *Reservoir Dogs*, lequel apporte une couleur crue et réaliste au film d'Angela Pope. *Captives* nous montrera la dentiste mise sans dessus dessous pas cette liaison torride qui transformera une honorable professionnelle en hors la loi qui fait entrer en fraude un revolver dans la prison. A travers des scènes très violentes, la cinéaste brosse le por-

trait d'une femme sous influence amoureuse. C'est sensible, bien mené, avec l'inévitable figure du psychopathe qui sort de l'ombre en rêvant d'assassinats, et qui fait basculer les destins dans le cauchemar.

Un mot sur un film décrit dans le dossier de presse comme le plus hystérique «musical» produit dans ce pays. *Highway of Heartache* du Canadien de Vancouver Gregory Wild est une œuvre pop, acidulée, d'une esthétique nanane, ponctuée de panneaux de bandes dessinées, une satire de toute forme de bon goût et de mœurs acceptables. Mais une fois qu'on a passé le premier quart d'heure à rigoler des costumes roses et jaunes à frôler sur bottes en peau de vache, une fois que le décor de gomme ballonne a fait son effet et que la guitare western a gémis ses premiers accords, on se désintéresse de l'histoire de cette rousse Wynona Turnpike aux lunettes papillon, chanteuse country, meurtrière malgré elle, lancée dans un monde sans merci. Il y a quelques bons gags, une folie absolue, un kitsch visuel tout puissant, une vulgarité innarrable, quelques tonnes drôlatiques, mais tant d'acidité finit par donner mal aux dents. On se dit que l'originalité véritable n'a pas besoin de tous ces déguisements de pop corn pour s'imposer, et que la sobriété a finalement bien meilleur goût.